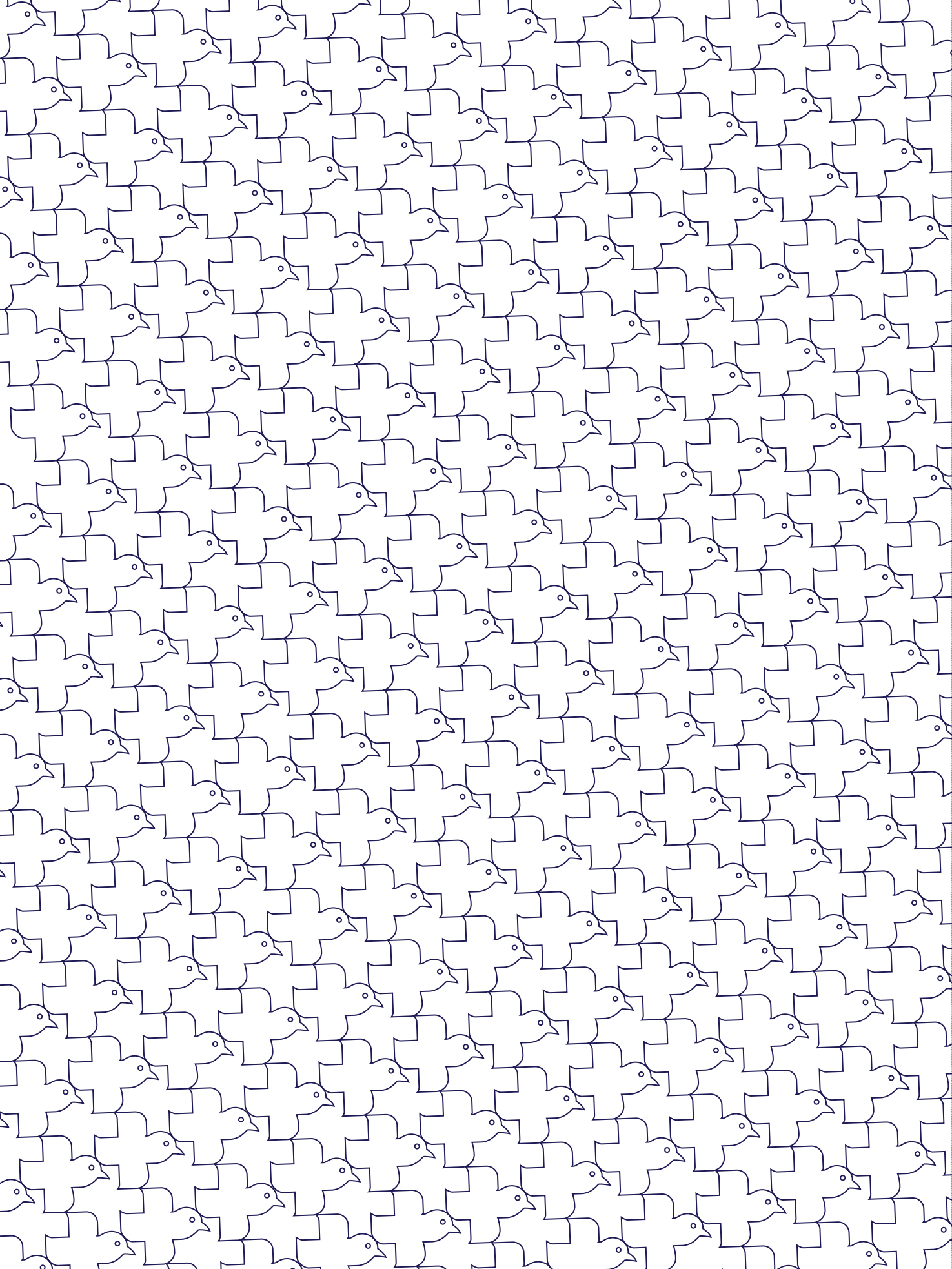


RAPPORT MORAL

ÉDITION 2021





p. 5	LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	p. 58	RÉSEAU INTERNATIONAL
p. 8	EN CHIFFRES	p. 61	Les associations
p. 10	AXES PRIORITAIRES	p. 64	FINANCEMENT
p. 12	PLAIDOYER ET CAMPAGNES	p. 66	RELATIONS INSTITUTIONNELLES
p. 16	OPÉRATIONS INTERNATIONALES	p. 68	ORGANISATION
p. 20	Afrique du Nord et Moyen-Orient	p. 70	NOUS REMERCIONS
p. 24	Afrique subsaharienne		
p. 30	Amérique latine et Caraïbes		
p. 34	Eurasie		
p. 40	OPÉRATION SOURIRE		
p. 42	OPÉRATIONS FRANCE		
p. 44	Observatoire de l'accès aux droits et aux soins		
p. 46	Accès aux soins et aux droits		
p. 48	Santé des personnes à la rue et mal logées		
p. 50	Migration, exil, droits et santé		
p. 52	Droits et santé sexuels et reproductifs		
p. 54	Réduction des risques		
p. 55	Enfance vulnérable		
p. 56	Outre-mer		
p. 57	Annuaire des délégations régionales		

SOMMAIRE



Salamah

Rythmée par les vagues des variants du Covid-19, 2021 n'a pas été une année de rupture par rapport à l'année 2020, traumatique elle aussi. Au contraire, 2021 a été une occasion ratée, une fois le choc de 2020 passé, de changer de paradigme, en tournant le dos à la destruction de l'humain et du vivant. L'instabilité grandit, l'incertitude s'impose, la concentration des richesses dans les mains de quelques un-e-s est chaque année plus importante, le multilatéralisme s'efface devant la résurgence des impérialismes, le contrôle social *via* les données numériques s'amplifie, l'espace humanitaire se rétrécit, alors que les besoins d'entraide n'ont jamais été aussi importants.

Nous vivons une période instable, où les mutations s'accroissent, où l'ancien système perdure, alors qu'il y a urgence à inventer un autre modèle basé sur le « prendre-soin », un monde juste, durable, responsable, tout simplement vivable. L'avènement du monde d'après n'a pas eu lieu, pas pour l'instant, mais beaucoup s'attèlent partout à le faire émerger.



DR. CARINE ROLLAND

DES LIGNES DE FRACTURE QUI S'AMPLIFIENT

Entre pays du Sud et pays du Nord, entre personnes très riches et extrême pauvreté, entre femmes et hommes, entre celles et ceux qui accèdent aux soins et aux vaccins et celles et ceux qui en sont exclu-e-s, entre ruraux et urbains, libéraux et défenseurs des services publics, nationaux et étrangers, musulmans et non musulmans, celles et ceux autorisé-e-s à franchir les frontières et celles et ceux qui doivent risquer leur vie pour y parvenir, les lignes de fracture sont nombreuses, elles menacent notre vivre-ensemble. Les droits humains fondamentaux sont bafoués, les valeurs de tolérance, de respect de l'altérité, de non-jugement sont particulièrement mises à mal tandis que prospèrent le complotisme, les discours réactionnaires, stigmatisants, xénophobes dont on a voulu croire qu'ils appartenaient au passé.

Fracture il y a aussi entre celles et ceux qui s'accrochent de ce qui est, et celles et ceux qui ressentent l'urgence de changer profondément et durablement nos systèmes, en particulier sur les enjeux climatiques – le rapport du GIEC d'août 2021 et l'inaction des États sont désespérants –, les enjeux de genre et des violences faites aux femmes ou aux personnes LGBTQI+, mais aussi l'urgence de questionner l'héritage colonial qui reproduit les inégalités sociales dans le monde au travers de stéréotypes et de discriminations raciales.

Partout une société civile s'organise, la jeunesse se mobilise, des individus se soulèvent pour dire stop, viscéralement, radicalement. La place de Médecins du Monde est auprès d'eux, pour exiger plus de justice sociale, et auprès des institutions pour plaider inlassablement pour un accès aux soins pour toutes et tous sans entrave ni discrimination.

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

DES BESOINS CROISSANTS ET DES OPÉRATIONS À LA HAUTEUR DE CES ENJEUX

À l'international

Aux conflits anciens qui s'inscrivent dans la durée s'ajoutent de nouveaux conflits et des crises aiguës – catastrophes climatiques, corruption des États, conflits armés – qui entraînent l'effondrement des systèmes et des infrastructures de santé et des déplacements massifs des populations civiles, toujours victimes et souvent prises pour cibles.

Animé par les principes de la charte d'Ottawa, de l'approche communautaire en santé qui permet de renforcer le pouvoir d'agir des populations, dans une logique de localisation de l'aide, en appuyant les acteurs et actrices communautaires locaux, les structures et systèmes de santé existants, Médecins du Monde consolide ses actions et renforce sa présence en République démocratique du Congo, en Colombie, au Yémen, dans le Caucase, au Népal, en Palestine et dans de nombreux autres pays.

Coup d'État au Myanmar, effondrement du Liban, typhon aux Philippines, retour des talibans en Afghanistan, conflit en Éthiopie, famine à Madagascar, nous avons également su renforcer nos actions dans les pays où nous sommes présents et nous organiser pour pouvoir intervenir là où des besoins urgents émergent.

Avec un financement de l'aide humanitaire insuffisant par rapport aux besoins identifiés, des contraintes administratives et une redevabilité imposée par les bailleurs, des enjeux sécuritaires pour nos équipes ciblées en tant qu'actrices humanitaires, des mesures antiterroristes tentant de nous imposer le criblage de nos bénéficiaires, notre secteur vit des contraintes importantes.

Pour continuer à renforcer nos actions, pouvoir répondre aux besoins croissants des populations, ce qui est notre raison d'être et notre redevabilité première, il est plus que jamais essentiel de renforcer notre agilité et notre indépendance financière, pour rester fermes sur nos lignes éthiques et rester maîtres de nos choix sur nos lieux d'interventions et sur les thématiques qui sont les nôtres.

La pression est forte, l'espace humanitaire se réduit, mais nous devons plus que jamais défendre l'accès à l'aide et à la protection des personnels de santé.

En France métropolitaine et dans les territoires ultramarins

En France aussi la situation se dégrade. La santé, comme bien commun essentiel, portée par une offre de soins publics de qualité et une sécurité sociale solidaire et inclusive, est menacée. La crise sanitaire a révélé la fragilité de notre système public de santé et accentué les difficultés de l'hôpital public, l'offre de soins psychiatriques déjà exsangue, l'épuisement des soignant·e·s et le déficit majeur de la sécurité sociale.

La maturité d'une démocratie se mesure à la façon dont elle prend soin des plus fragiles. En France, 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, sans aucune volonté politique forte de lutter contre cet état de fait. 10 % de la population dépend de l'aide alimentaire et les associations identifient un public plus nombreux et divers grossissant les files d'attente : étudiants, personnes âgées isolées, familles monoparentales.

Médecins du Monde, dans le cadre du collectif Alerte, a documenté la situation alarmante de la région Paca, de nombreuses personnes décrivant un état anxieux ou dépressif, une insécurité alimentaire, un logement insalubre et indigne. À Mayotte ou en Guyane, les constats sont également catastrophiques. Là comme à Bordeaux, Rouen, Lyon et dans tant de villes en France, les équipes de MdM accueillent et vont vers les personnes exclues, stigmatisées. Nous effectuons des soins et accompagnons les personnes pour leur ouverture de droits à une couverture santé, nous les orientons vers le droit commun pour un accès effectif aux soins.

À Paris, à Calais, à la frontière franco-italienne et dans toutes les villes de France, nos bénévoles et salarié·e·s constatent les conditions de vie indignes des exilé·e·s, victimes de la politique du non-accueil et de l'approche du « tout sécuritaire ». L'omniprésence du ministre de l'Intérieur et l'instrumentalisation politique dont sont victimes les personnes migrantes sont intolérables : expulsions des campements à répétition, destruction des biens des personnes, entraves majeures d'accès aux soins. La commission d'enquête parlementaire sur les migrations réalisée en 2021 documente clairement cet état de fait. Nous avons été auditionnés, Médecins du Monde et les associations parties prenantes se sont mobilisées et leurs contributions ont été largement reprises dans ce rapport.

Arrêtés anti-distribution alimentaire répétés et expulsions quasi journalières des campements à Calais, renforcement de la présence policière à la frontière franco-italienne et renvois illégaux aux frontières, le non-respect des conventions internationales se multiplient. Médecins du Monde renforce ses actions de judiciarisation, sans pour autant arriver à infléchir cette politique dure anti-migratoire.

La non-prise en charge des mineurs non accompagnés dans le cadre de l'Aide sociale à l'enfance est elle aussi alarmante : enfants laissés à la rue, contestation de leur minorité, généralisation du fichier biométrique, entraves majeures à l'accès aux soins.

TÉMOIGNER ET PLAIDER

Nos combats sont nombreux, il est impossible de les lister tous. Mais en 2021 ont émergé des plaidoyers forts :

- Nous dénonçons les inégalités d'accès au vaccin anti-Covid dans le monde, en demandant la levée des barrières liées à la propriété intellectuelle et en soutenant la demande des pays en voie de développement faite à l'OMC de pouvoir produire des vaccins.
- Nous militons pour que la consommation du crack à Paris soit enfin traitée comme un sujet de santé publique majeur par les autorités.
- Nous demandons que la présidence française de l'Union européenne soit celle des droits sexuels et reproductifs au travers d'une tribune signée par 75 organisations féministes issues de 30 pays.
- Nous dénonçons la fuite en avant répressive et inégalitaire à Mayotte et les entraves au droit d'asile, nous soutenons les 7 de Briançon, accusés du délit d'aide à l'entrée et revendiquons les principes de fraternité et de solidarité.
- Nous dénonçons l'expulsion de milliers d'Haïtien·ne·s à la frontière nord du Mexique.

2021, c'est aussi l'opération Colombes dans l'ensemble des délégations en France pour célébrer les 35 ans des missions France en collaboration avec des streets artistes, c'est la signature d'un contrat à impact social permettant l'alternative à l'incarcération - AISLI - à Marseille, c'est un partenariat avec Morgane Poupon, navigatrice, et son magnifique spi aux couleurs de Médecins du Monde.

LE RÉSEAU INTERNATIONAL

Avec l'arrivée dans ses rangs de Médecins du Monde Italie, notre réseau international compte désormais 17 chapitres avec lesquels l'accord de marque a été renouvelé en 2021.

C'est forts de ce réseau international qu'en 2022 nous avons pu agir immédiatement en Ukraine, MdM-Espagne et MdM-Allemagne étant présents dans le Donbass au moment où le conflit a débuté. Cette présence facilite l'intervention en coordination de plusieurs chapitres du réseau.

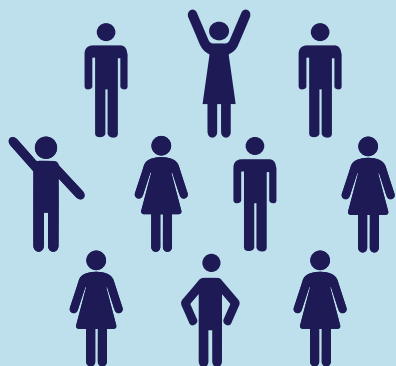
Car avec cette guerre aux portes de l'Europe que nous vivons en 2022, ce sont les mêmes scénarios glaçants qui se répètent : ciblage des infrastructures de santé, déplacements massifs des populations civiles, stratégie de la terreur telle qu'en Syrie. Ce conflit a provoqué une réaction rapide de l'Union européenne, permis la libre circulation et l'installation des personnes fuyant la guerre, suscité une solidarité forte des citoyens envers les Ukrainien·ne·s. Ce double standard est choquant, mais il démontre aussi qu'un accueil digne, la solidarité, la fraternité, sont possibles. Attelons-nous maintenant à ce que ces valeurs soient effectives pour toutes et tous, quelle que soit la nationalité des personnes.

Le monde est malade, et nous continuons de le soigner et de contribuer modestement à le changer, grâce à l'engagement et à la militance de toutes et de tous à Médecins du Monde.

BUDGET

BUDGET RÉALISÉ
MDM FRANCE : **107,1 M€**

RESSOURCES HUMAINES



3 415

**ACTEURS MÉDECINS
DU MONDE**

1 553 ACTEURS SUR NOS PROGRAMMES INTERNATIONAUX

1 377 salariés nationaux sur les terrains d'intervention
1 volontaire de la solidarité internationale
110 salariés sur les missions internationales
65 salariés au siège dont 5 voltigeurs

1 683 ACTEURS SUR NOS PROGRAMMES EN FRANCE

1 530 bénévoles actifs (*dont les bénévoles cadres associatifs*)
133 salariés sur le terrain et en délégations régionales
20 salariés de la DOF au siège

394 ACTEURS EN SUPPORT AUX OPÉRATIONS

215 cadres bénévoles associatifs
179 salariés au siège

EN CHIFFRES

59
PROGRAMMES
SUR
29
SITES

PROGRAMMES FRANCE

45
PROGRAMMES
HORS CENTRES

- 17 programmes Santé et environnement
- 5 programmes Migration, droits et santé
- 6 programmes Réduction des risques
- 2 programmes Milieu carcéral
- 3 programmes Mineurs non accompagnés
- 3 programmes Accès aux soins en zones rurales et urbaines
- 2 programmes Pass de ville dont 1 en outre-Mer
- 1 programme Droits et santé sexuels et reproductifs
- 3 programmes spécifiques Covid dont 1 en outre-Mer

14 CASO
ET CAO

**1 PROGRAMME TRANSVERSAL PRÉVENTION
RÉDUCTION DES RISQUES / DROITS
ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS**

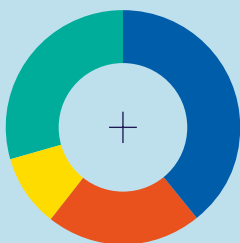
**5 PROGRAMMES DANS LES
DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

(dont **1** programme spécifique urgence Covid et **1** programme Pass de ville)

PROGRAMMES INTERNATIONAUX

2 500 000 BÉNÉFICIAIRES
DE NOS PROGRAMMES

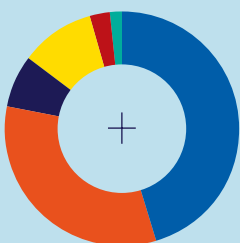
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROGRAMMES



- **20** programmes dans **8** pays en Afrique subsaharienne
- **11** programmes dans **7** pays en Afrique du Nord et Moyen-Orient
- **5** programmes dans **5** pays en Amérique latine et Caraïbes
- **15** programmes dans **10** pays en Eurasie

51
PROGRAMMES
DANS
30
PAYS

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES



80 % International dont :

- **45,4 %** en Afrique subsaharienne
- **32,8 %** en Afrique du Nord et Moyen-Orient
- **7,2 %** en Amérique latine et Caraïbes
- **10,4 %** en Asie
- **2,6 %** en Europe
- **1,6 %** Projets divers (Opération Sourire, projets transversaux et missions exploratoires)

20 % France

THÉMATIQUES PRINCIPALES

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR)

Médecins du Monde intervient dans de multiples pays dont la France, afin de renforcer l'accès aux droits et aux services en santé sexuelle et reproductive pour toutes et tous, en particulier les femmes et les filles. Médecins du Monde reste particulièrement mobilisé, aux côtés de ses partenaires locaux et internationaux, pour la défense du droit à la contraception et à l'avortement sûr et légal, la réponse aux besoins de SSR en situation de crise humanitaire et la prévention du cancer du col de l'utérus.

RÉDUCTION DES RISQUES (RDR)

Médecins du Monde agit auprès des personnes usagères de drogues, travailleuses du sexe, des minorités sexuelles et de genre et privilégie une approche de réduction des risques dans leur accès à la santé et la reconnaissance de leurs droits. Cela consiste à adopter une posture pragmatique, à identifier les besoins et à construire des solutions avec les personnes concernées. Au-delà de l'action de terrain, Médecins du Monde porte un plaidoyer pour renforcer l'accès aux droits et faire tomber les barrières légales, normatives et sociales qui les marginalisent et les éloignent des services de santé.

MIGRATION, EXIL, DROITS ET SANTÉ (MEDS)

Les conditions d'accueil des personnes migrantes et exilées demeurent largement dégradées dans de nombreux pays de destination ou de transit. La fermeture et le contrôle des frontières, la criminalisation des personnes – avec les pratiques

d'enfermement, de rétention, d'expulsion, de renvoi dans les pays d'origine ou de transit qu'elles induisent – engendrent des problèmes de santé, des difficultés à se faire soigner et des violations des droits humains. C'est pourquoi Médecins du Monde fait de l'accès aux soins et aux droits des personnes migrantes et exilées une priorité d'action de terrain et de plaidoyer.

URGENCES ET CRISES

Une crise humanitaire survient lorsqu'un événement affecte des populations en situation de vulnérabilité qui ne peuvent y faire face par elles-mêmes et que la capacité de réponse des acteurs et pouvoirs locaux est dépassée. Les conflits armés, épidémies, famines ou catastrophes naturelles peuvent entraîner une crise humanitaire et provoquer une rupture brutale de l'accès aux soins. Médecins du Monde intervient pour restaurer l'accès aux soins des populations et mène un plaidoyer pour la protection et la sauvegarde de l'espace et de l'action humanitaire.

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

Médecins du Monde travaille avec les communautés à réduire l'exposition des personnes à des environnements à risque, que ce soit sur leur lieu de vie ou en lien avec un travail informel. Notre stratégie d'intervention se donne comme objectif général de lutter contre les inégalités en santé environnementale afin d'améliorer la santé physique et mentale et le bien-être des populations les plus précaires.

APPROCHES TRANSVERSES

SANTÉ MENTALE ET SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

La santé mentale, au sens de la capacité d'un individu à mener une vie épanouissante, fait partie intégrante de la santé. Médecins du Monde

AXES PRIORITAIRES

s'intéresse aux déterminants qui influencent la santé mentale et vise des situations de vulnérabilité psychique. Nous travaillons au renforcement des capacités d'agir individuelles et collectives en impliquant les personnes concernées et les communautés dans la mise en place de réponses de santé publique adaptées.

ENFANCE VULNÉRABLE

Médecins du Monde intègre dans ses activités la prise en compte des besoins spécifiques des personnes mineures. Après avoir été pendant de nombreuses années organisme agréé pour l'adoption, nous continuons aujourd'hui à nous impliquer dans l'Opération Sourire, à accompagner les personnes mineures en situation d'exil ou sur des lieux d'habitat indigne, à prévenir et prendre en charge les grossesses non désirées chez les adolescentes et enfin à soutenir les enfants victimes de violences en contexte de crise.

GENRE

Médecins du Monde intègre et promeut l'approche genre pour lutter contre les inégalités et

discriminations qui ont un impact sur la santé des personnes et s'est doté d'une politique genre, afin que les pratiques professionnelles et les activités opérationnelles soient développées dans le respect du principe d'égalité de genre. À titre d'illustration, nous mettons en œuvre les analyses rapides de genre dans nos réponses humanitaires et travaillons autour de la coresponsabilité en matière de santé dans la prévention des grossesses non désirées chez les adolescentes.

EMPOWERMENT

Médecins du Monde s'appuie sur les savoirs, les expertises et les expériences des individus et des communautés directement concernés par ses projets pour adapter ses modalités d'intervention et mettre leurs préoccupations au cœur de son action. Ainsi, pour favoriser les dynamiques d'empowerment et la participation des personnes et communautés avec lesquelles nous travaillons, nous soutenons le travail des pairs et les initiatives collectives, et privilégions les relations partenariales locales tout en soutenant le plaidoyer communautaire.



PLAIDOYER

CONTRE LE CRIBLAGE DES BÉNÉFICIAIRES

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la France met en œuvre un certain nombre d'obligations internationales, notamment européennes, pour prévenir le financement du terrorisme. Une interprétation restrictive des directives européennes existantes a amené le gouvernement français à adopter fin 2021 des lignes directrices qui imposent aux bailleurs de l'aide publique de s'assurer qu'aucun fond n'est mis à disposition de personnes désignées comme terroristes par les listes de sanctions internationales.

Médecins du Monde a adopté un positionnement clair et ferme quant à l'impact de telles mesures sur ses opérations et s'oppose de principe à tout criblage (ou *screening*) des bénéficiaires finaux de ses actions. Par bénéficiaires finaux, nous entendons les usagers de nos programmes et services et de ceux de nos partenaires opérationnels, y compris dans le cadre d'activités de sensibilisation et de formation. Notre action de terrain reste guidée par la réponse aux besoins en santé des populations sans discrimination.

Depuis deux ans, les ONG françaises, *via* Coordination Sud notamment, mènent un plaidoyer contre le criblage des bénéficiaires finaux des programmes financés par les bailleurs publics français. En 2021, Médecins du Monde a été particulièrement actif et moteur pour tenir une ligne rouge absolue face à cette nouvelle exigence. Aux côtés de ses alliés associatifs, Médecins du Monde a interpellé le gouvernement et le président de la République, et déposé devant le Conseil d'État un référé demandant la suspension immédiate de l'application des lignes directrices ainsi qu'un recours demandant son annulation complète. Le recours en urgence a été rejeté et la décision du recours en annulation est attendue fin 2022. Le plaidoyer se poursuit par ailleurs pour continuer à dénoncer le texte adopté par la France et empêcher une extension de ces positions à d'autres bailleurs de l'aide publique au niveau européen.

ÉVÈNEMENT

OPÉRATION « COLOMBES »

Alors que le premier centre de soins gratuits ouvert par Médecins du Monde en 1986 à Paris ne devait rester ouvert que six mois, 2021 a marqué le 35^e anniversaire de la mission France. 35 d'actions, 35 ans de lutte contre l'exclusion, contre la précarité, contre la discrimination et pour l'accès aux soins de toutes et tous sur notre territoire. 35 ans, c'est un événement que Médecins du Monde ne voulait pas rater. Aussi, de 11 au 25 octobre, l'association a organisé l'opération #OpérationColombes, pour sensibiliser le grand public de manière ludique et interactive à son action en France.

Paris, Nantes, Lyon, Rouen, Toulouse, mais aussi Cayenne, Bordeaux, Montpellier, Grenoble, Angoulême, Angers, Calais, 12 villes ont été représentées par une colombe particulière imaginée par des street artistes. À Paris par exemple, c'est l'artiste C215 qui s'est prêté au jeu les 15 et 16 octobre en réalisant une fresque sur le mur du 87, rue Brillat Savarin dans le XIII^e arrondissement. L'opération invitait les participants à chercher dans leur ville les affiches sous la forme d'un jeu de piste, et à scanner un QR code afin de découvrir en ligne les actions des différentes délégations françaises.

En trouvant chacune de ces 12 colombes « spéciales », le public pouvait également s'inscrire à un tirage au sort lui permettant de remporter une édition limitée de l'une de ces œuvres. Les 120 gagnants de notre jeu de piste ont reçu une sérigraphie signée par l'un des 12 street artistes mobilisés mettant en scène la colombe emblématique du logo de Médecins du Monde, porteuse des valeurs de notre association.

PLAIDOYER ET CAMPAGNES



PLAIDOYER

FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ

En septembre 1995, la conférence des Nations unies de Pékin a marqué une avancée majeure pour la reconnaissance des droits des femmes dans le monde. Un sommet « anniversaire » baptisé Forum Génération Égalité, initialement prévu en 2020 et reporté à juin 2021, a été organisé à Paris sous l'égide de la France, du Mexique et d'ONU Femmes avec pour objectif de replacer la lutte contre les inégalités de genre et pour les droits des femmes sur l'agenda politique international. Les droits des femmes sont en effet constamment menacés, les avancées demeurent très fragiles et la pandémie de Covid-19 est venue aggraver des inégalités existantes.

Médecins du Monde, engagé sur la défense des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR) dans le monde, s'est mobilisé en amont et tout au long de cette séquence de plaidoyer de haut niveau pour pousser les États, et en particulier la France, à s'engager sur le plan politique et financier en faveur de l'égalité de genre. Médecins du Monde a été particulièrement actif au sein du collectif Générations féministes et dans le cadre de plusieurs projets en Afrique, a déployé une campagne de communication grand public #pasdesantésansféminisme et organisé une table ronde sur la liberté de décider de son corps lors du sommet officiel.

Si ce sommet n'a suscité que peu d'attention publique et médiatique et si les annonces n'ont pas été à la hauteur des attentes, nous saluons la création de six coalitions d'actions multi-acteurs porteuses d'engagements sur différents enjeux de l'égalité de genre pour les cinq années à venir. Ces coalitions représentent des espaces d'influence vis-à-vis des États et des bailleurs pour porter le combat des droits et de la santé des femmes. Médecins du Monde a notamment coordonné une pétition internationale appelant la France, qui a accepté, à prendre le pilotage de la coalition DSSR. Cette avancée concrète est un résultat effectif de notre plaidoyer. Médecins du Monde a également rejoint cette coalition et suivra attentivement l'opérationnalisation des priorités fixées : la défense du droit à l'avortement et à la contraception ainsi que la promotion de l'éducation complète à la sexualité.

CAMPAGNE

UN MONDE MALADE

Marquée par des catastrophes, des crises et des conflits mais aussi bien sûr par la pandémie, l'année 2021 s'est terminée sur un constat clair pour Médecins du Monde : les entraves à la santé s'étendent bien au-delà du simple manque d'accès aux soins.

Avec la campagne « Un monde malade », construite avec l'agence Marcel, l'association vient affirmer les valeurs qui la caractérisent ainsi que son engagement sans faille pour la santé dans son sens le plus global. Car la santé n'est pas uniquement déterminée par le bon fonctionnement du corps et de l'esprit. Pour Médecins du Monde, la santé est également une question sociale, politique, institutionnelle. Une cause commune à laquelle l'ensemble de la société, individuellement et collectivement, peut contribuer. Le fil de cette campagne est composé d'images d'archives qui illustrent de manière très explicite les différents fléaux qui touchent aujourd'hui nos sociétés. Des images choc qui, sans paroles, accompagnent l'affichage à l'écran de maladies physiques que l'on peut comprendre de deux manières.

Ces maladies, que Médecins du Monde combat au quotidien, ce sont aussi les maux de la société, ceux qui déterminent la santé de tous : mal-logement, discrimination, exclusion, violences, etc. Et pour les combattre, il existe, au sein de notre association, une diversité de profils engagés qui agissent au quotidien : psychologues, juristes, chercheurs, chargés de plaidoyer, militants, enseignants, travailleurs sociaux, médiateurs, donateurs, usagers, experts, etc. Des femmes et des hommes qui composent le visage complexe de notre association.

INSOMNIE



L'insomnie est un trouble social. Elle touche les personnes en situation de mal logement, les familles que l'on expulse à répétition sans solutions alternatives, dont le sommeil est empreint de doutes, d'angoisses et dont la vie est faite d'errance.

**LE MONDE
EST MALADE,
A NOUS
DE LE SOIGNER.**

Faites un don sur medecinsdumonde.org

L'année 2021 s'inscrit dans la continuité de la réponse que nous avons apportée à la pandémie de Covid-19 dans les pays où nous sommes présents, alors que les variants du virus ont provoqué de nouvelles vagues mortelles et continué à impacter fortement les systèmes de santé. Bien que de nombreux pays aient maintenu la fermeture de leurs frontières, nous n'avons arrêté aucun programme. Nous en avons même renforcé certains, notamment en Afrique.

La pandémie mondiale a percuté de plein fouet des crises humanitaires déjà complexes, avec une recrudescence des conflits armés, des catastrophes naturelles devenues récurrentes, des flux migratoires en constante mutation et des espaces de protection des populations et du droit international humanitaire de plus en plus réduits. Dans ces contextes se multiplient les violences liées au genre, les traumatismes, les risques épidémiques ; l'incidence des maladies transmissibles augmente, la dégradation des infrastructures de santé et les attaques ciblées des personnels soignants également. Aussi nous continuons à porter et à renforcer nos axes d'action et de plaidoyer comme le soutien aux systèmes de santé publique et une offre de soins globale, équitable, accessible et de qualité ; l'intégration d'une offre minimum de santé sexuelle et reproductive ; l'intégration de la santé mentale dans le paquet de soins primaires ; la prise en compte du genre dans les politiques de santé.

Dans la poursuite de la trajectoire opérationnelle à l'international entamée en 2019, nous avons renforcé nos approches régionales – autour de la crise des Rohingyas, des routes migratoires en Mésio-Amérique, de la santé urbaine en Asie du Sud-Est – et nous avons continué à développer nos programmes là où nous sommes déjà présents – notamment en Colombie, au Bangladesh, en République démocratique du Congo, dans le Caucase, au Yémen ou encore au Nigeria.

Nous avons aussi répondu aux urgences : urgence alimentaire dans le Grand Sud de Madagascar, qui connaît sa pire sécheresse depuis quarante ans, où nous avons ouvert deux cliniques mobiles pour traiter la malnutrition aiguë ; urgence climatique après le passage du typhon Rai aux Philippines. En Afghanistan, nous rouvrons un programme de soins de santé intégrés alors que les deux tiers de la population dépendent de l'aide humanitaire en santé.

Dans de nombreux pays, l'espace humanitaire se restreint. Nous y poursuivons nos projets en nous appuyant sur les organisations nationales très engagées, et renforçons les capacités des communautés à défendre leur droit à la santé : autour de la réduction des risques après le coup d'État au Myanmar, autour de la santé primaire au Bangladesh, autour de la prise en charge psychosociale des populations victimes du conflit à l'intérieur de la Syrie. En Éthiopie, nous souhaitons poursuivre nos programmes dans les régions d'Afar, d'Oromia et du Tigré, très fortement fragilisées par le conflit interne, privées des services de santé de base, où 70 % de la population est en insécurité alimentaire.

En Colombie, nous sommes fiers de la publication d'un rapport sur l'impact du conflit sur la santé des populations, présenté devant la Commission de la Vérité. C'est le résultat d'un processus de recherche et de recueil de témoignages et notre contribution à la quête de vérité, que nous voyons comme un élément fondamental pour surmonter le conflit.

Nous nous sommes également beaucoup mobilisés en 2021 autour du plaidoyer humanitaire international, dans le cadre de Coordination Sud¹ notamment. En France, dans le cadre du nouveau projet de « loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales » qui vise à intégrer les

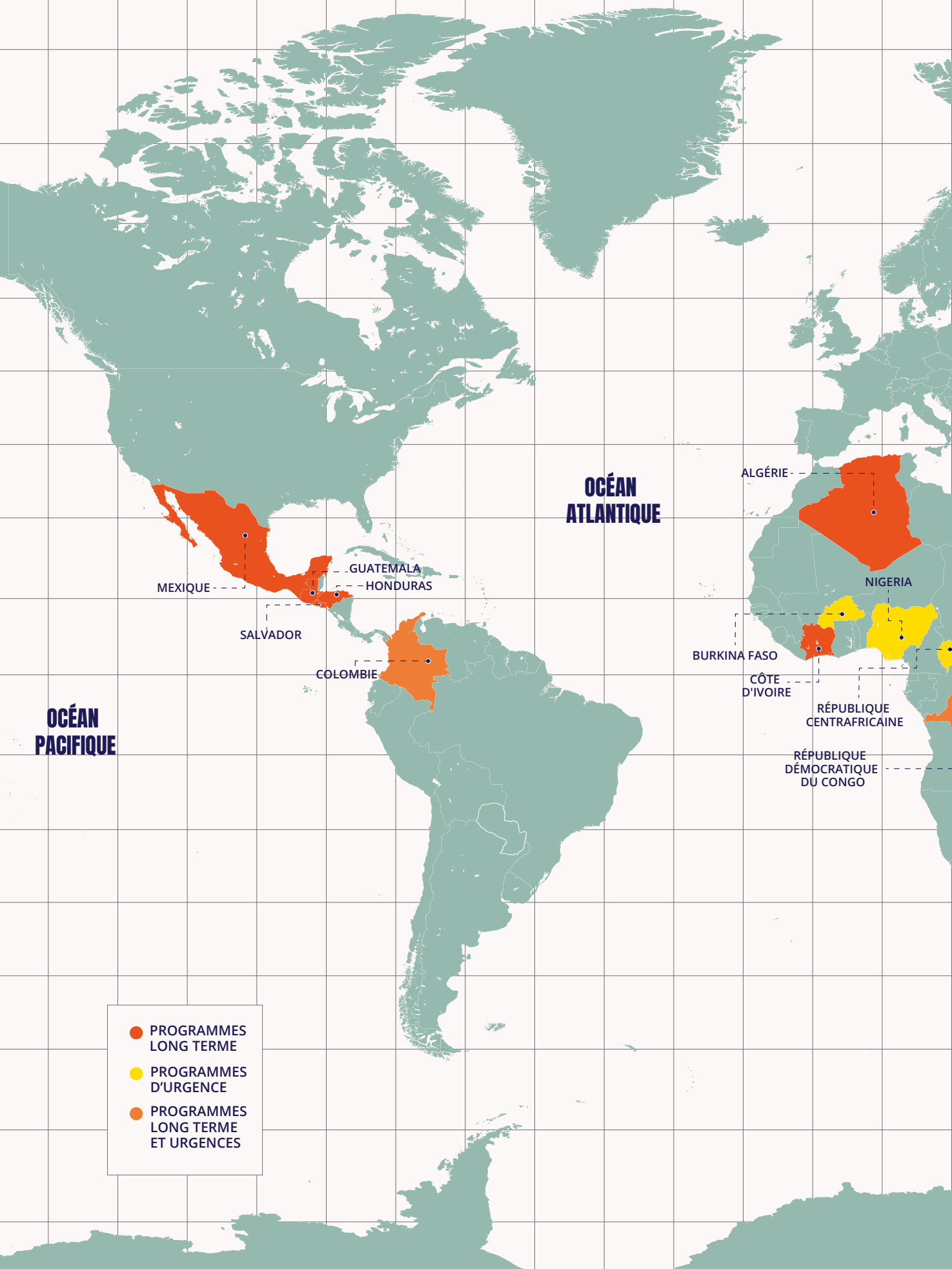
¹ Coordination nationale de 180 ONG françaises de solidarité internationale.

OPÉRATIONS INTERNATIONALES

orientations de la politique de développement et de solidarité internationale de la France, nous avons plaidé pour le principe de non-discrimination dans l'accès à l'aide. Mais également pour des engagements plus forts afin de lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités mondiales, pour une place affirmée des sociétés civiles dans la répartition de l'aide ou encore pour la protection de l'espace humanitaire et

des personnels de santé. Enfin, alors que les pouvoirs publics envisagent de prendre davantage en compte la réglementation européenne en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, nous continuons à nous opposer au criblage des bénéficiaires de nos projets.





**OCÉAN
ATLANTIQUE**

**OCÉAN
PACIFIQUE**

MEXIQUE

GUATEMALA
HONDURAS

SALVADOR

COLOMBIE

ALGÉRIE

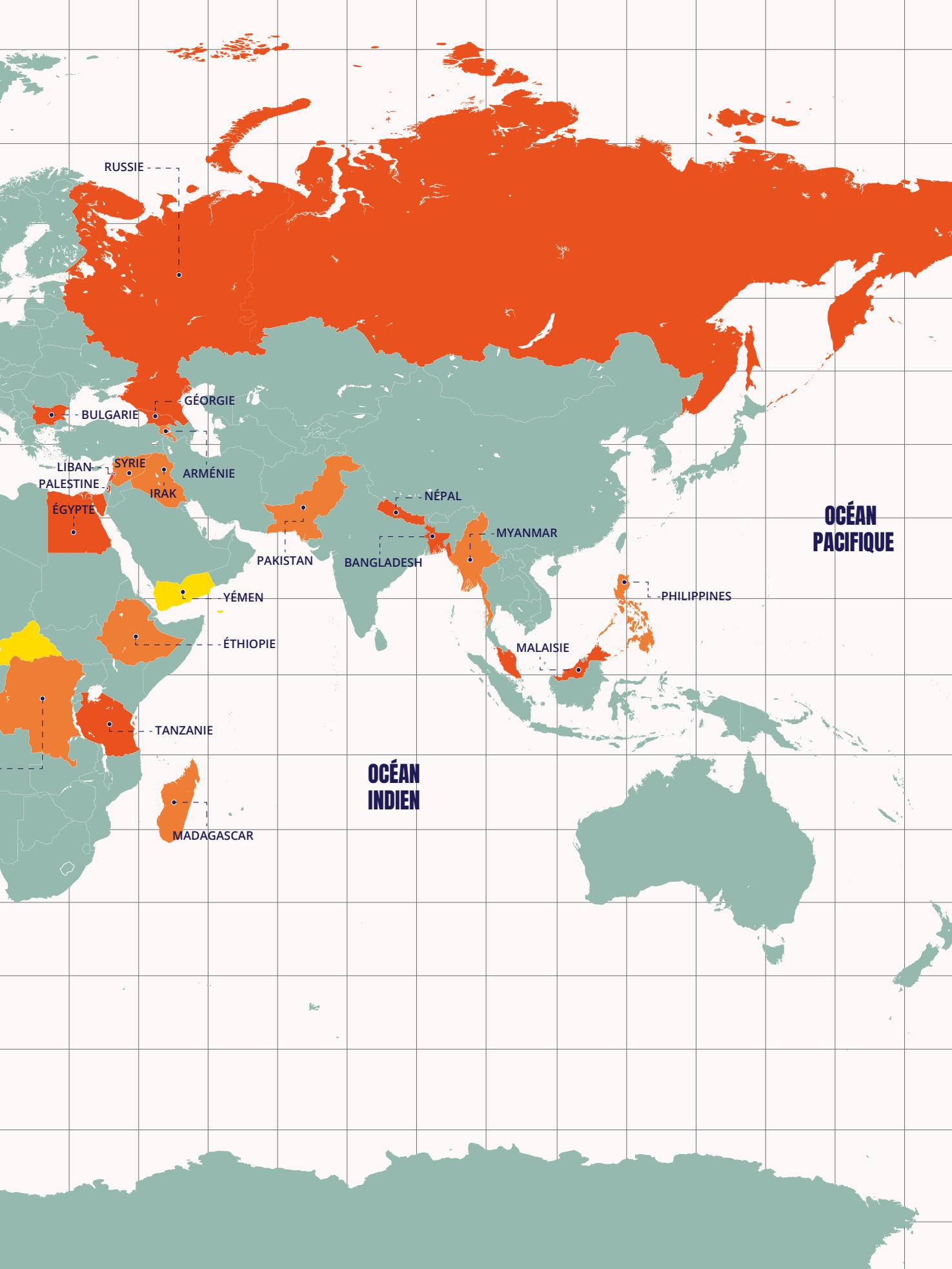
NIGERIA

BURKINA FASO
CÔTE D'IVOIRE

RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES



RUSSIE

BULGARIE

GÉORGIE

LIBAN

SYRIE

ARMÉNIE

PALESTINE

IRAK

ÉGYPTE

NÉPAL

MYANMAR

PAKISTAN

BANGLADESH

YÉMEN

ÉTHIOPIE

TANZANIE

MADAGASCAR

NÉPAL

MYANMAR

PHILIPPINES

MALAISIE

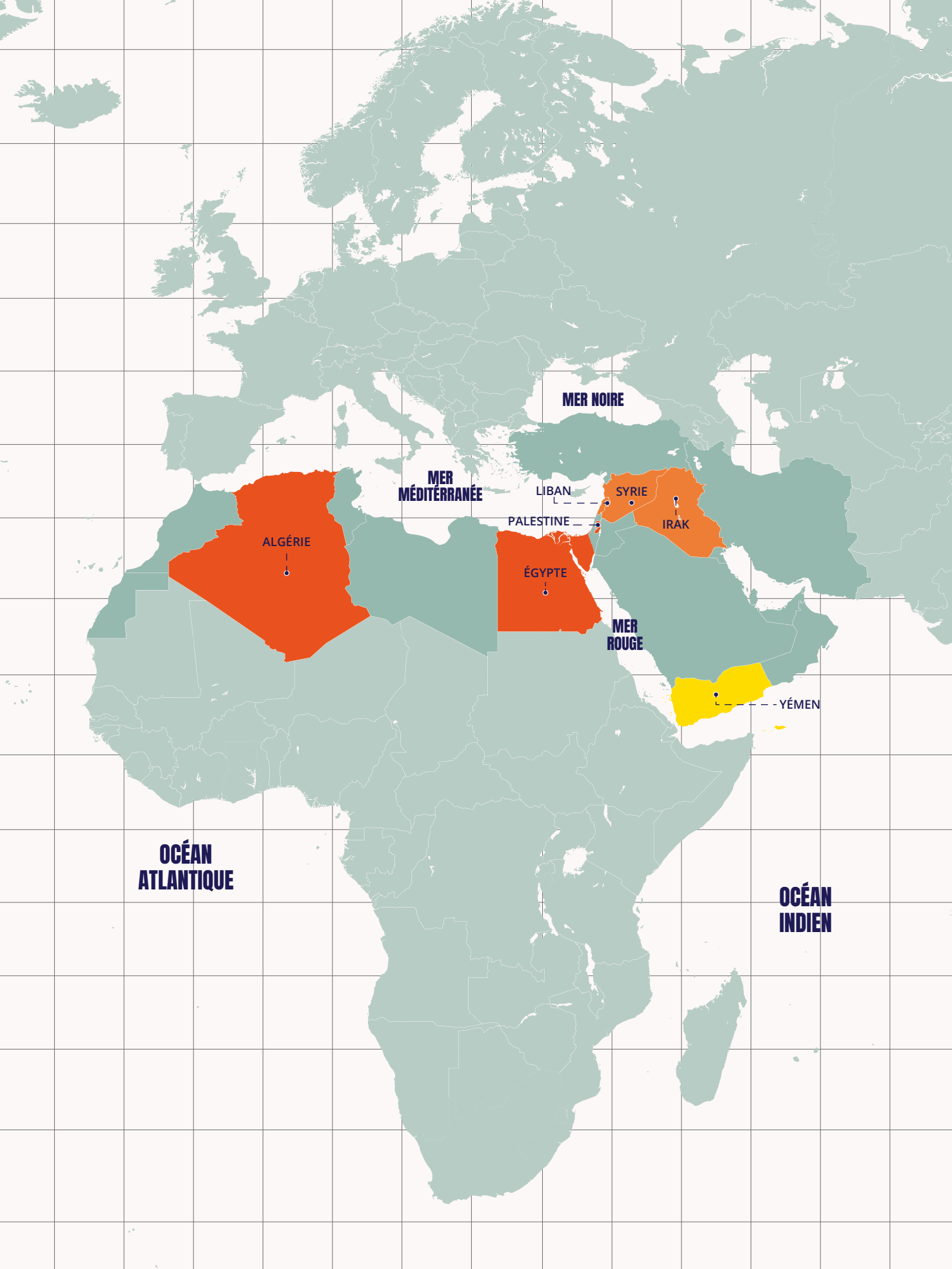
OCÉAN
PACIFIQUE

OCÉAN
INDIEN

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

ALGÉRIE
ÉGYPTE
IRAK
LIBAN
PALESTINE
SYRIE
YÉMEN

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient sur [medecinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



MER NOIRE

MER MÉDITERRANÉE

LIBAN

SYRIE

IRAK

PALESTINE

ALGÉRIE

ÉGYPTE

MER ROUGE

YÉMEN

Océan Atlantique

Océan Indien

ÉGYPTE

RÉTROSPECTIVES DES PROJETS

Depuis 2004, Médecins du Monde a mené différents programmes en Égypte. L'association a d'abord appuyé une organisation égyptienne engagée dans la prise en charge des jeunes filles à la rue au Caire, puis lancé un programme d'accès aux soins et aux droits pour les enfants des rues de manière plus générale en 2008. Avant que n'ouvre en 2013 un premier programme de santé mentale à destination des populations les plus vulnérables, parmi lesquelles les victimes de violences domestiques et de violences politiques, les détenus ou les malades du sida ou de l'hépatite C. Un choix basé sur le constat qu'au sein de la population égyptienne, la souffrance psychique demeure taboue et que les services en santé mentale relèvent essentiellement de la prévention et sont concentrés sur les hôpitaux.

Au cours des années, Médecins du Monde a notamment sensibilisé et formé des personnels de 12 centres de santé aux problématiques de santé mentale et de soutien psychosocial, et plaidé auprès des autorités sanitaires pour l'intégration des soins de santé mentale aux services existants. Une action complétée par un travail communautaire de sensibilisation et de prévention dans différents quartiers, en lien étroit avec quatre associations locales et des organisations communautaires pour les migrants et réfugiés.

Car alors que plus de 6 millions de migrants vivent en Égypte, et malgré les efforts de l'État pour favoriser leur intégration, les barrières pour accéder aux services comme la santé, l'éducation, le logement ou l'emploi et certains préjugés sociaux et culturels demeurent. Le dernier projet de Médecins du Monde, lancé en 2019 et réalisé conjointement avec Handicap International, vise à améliorer l'accès aux services de santé mentale et de soutien psychosocial ainsi que de la détection des handicaps pour les populations migrantes et d'accueil les plus vulnérables dans la région du Grand Caire. Ce projet prendra fin en juillet 2022.

IRAK

SANTÉ MENTALE ET SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

En Irak, environ 1,3 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays (elles étaient 6,1 millions au plus fort du conflit contre l'État Islamique). 70 % d'entre elles le sont depuis plus de cinq ans. En janvier, on estimait que plus de 45 000 personnes avaient dû quitter 14 camps fermés par le gouvernement, venant s'ajouter au million de personnes déplacées vivant hors camp. Et si 4,7 millions de personnes sont par ailleurs retournées dans leurs régions d'origine, les besoins humanitaires de ces populations ont augmentés significativement en 2021. Au total, quelque 2,5 millions de personnes sont encore en situation d'urgence, contre 1,8 million en 2020.

Les raisons de cette grande vulnérabilité sont multiples : traumatismes liés aux exactions de l'État Islamique, tensions communautaires, inquiétudes vis-à-vis des débris de guerre, logements endommagés ou détruits, ainsi que le manque de services disponibles – notamment de santé et d'éducation – et le manque de moyens de subsistance. Cela est particulièrement vrai pour la population yézidie dans le gouvernorat de Ninive.

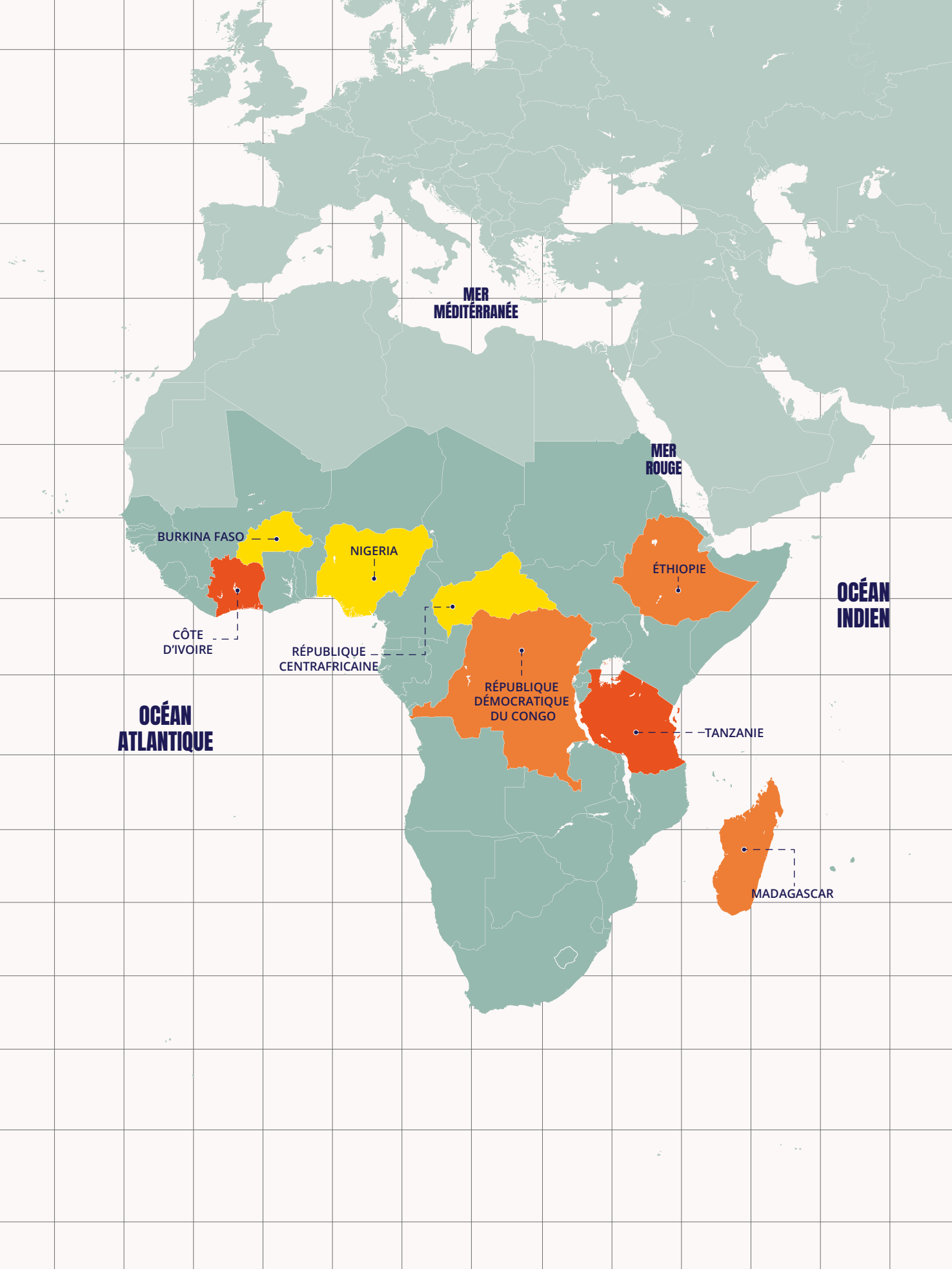
En Irak, Médecins du Monde travaille en étroite collaboration avec la direction de la Santé dans les gouvernorats de Dohuk, Kirkouk et Ninive. Les équipes de l'association fournissent des services médicaux, un appui matériel et des formations au sein de 14 centres de santé. L'un des axes majeurs du programme est la santé mentale et le soutien psychosocial. Des séances individuelles et en groupe sont proposées et les cas les plus graves sont orientés vers des services spécialisés. En 2021, Médecins du Monde a commencé à mettre en œuvre des services directs de lutte contre les violences liées au genre, exacerbées par la pandémie et les restrictions imposées. L'association appuie également l'intégration de services de santé mentale et de services spécifiques de prise en charge des violences au sein des centres de soins de santé primaire.



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**BURKINA FASO
CÔTE D'IVOIRE
ÉTHIOPIE
MADAGASCAR
NIGERIA
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
TANZANIE**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Afrique subsaharienne
sur [medicinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



MER MÉDITERRANÉE

MER ROUGE

OCÉAN INDIEN

OCÉAN ATLANTIQUE

BURKINA FASO

NIGERIA

ÉTHIOPIE

CÔTE D'IVOIRE

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

TANZANIE

MADAGASCAR

MADAGASCAR

CRISE NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE

Madagascar demeure un pays au système de santé fragile qui fait face à des crises récurrentes (épidémies, inondations, sécheresses, cyclones). L'espérance de vie à la naissance n'est que de 65 ans pour les hommes et de 68 ans pour les femmes. Dans le sud du pays, les indicateurs de santé sont alarmants : dans la région de l'Androy, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 74 pour mille, et seul 1 % de la population a accès à un assainissement de base. En 2020 et 2021, le sud de Madagascar a fait face à la pire sécheresse depuis quarante ans, ce qui a plongé le pays dans une crise alimentaire majeure. Au premier trimestre 2021, le taux de malnutrition aiguë globale a atteint 27 % de la population dans le district d'Ambovombe, à l'extrême sud de l'Androy. À cela s'ajoute le manque d'infrastructures sanitaires qui prive la population d'un accès à une offre minimum de soins pour faire face aux maladies telles que la diarrhée, les infections respiratoires, la fièvre et le paludisme.

En 2021, Médecins du Monde a pu déployer deux cliniques mobiles dans les districts d'Ambovombe et d'Amboasary, les plus durement touchés par la sécheresse. 1 737 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés pour la malnutrition et 316 enfants malnutris aigus sévères pris en charge par les cliniques mobiles. 3 997 consultations ont été effectuées et 15 personnes ont été orientées en urgence vers l'hôpital régional. 6 522 personnes dans les communautés ont été sensibilisées aux questions de violences liées au genre, de droits humains, de masculinité positive et de planification familiale.

Face à la nécessité d'avoir des actions de nutrition et santé intégrées dans la durée, Médecins du Monde prévoit de prolonger les cliniques mobiles sur l'année 2022 avant d'engager un programme à plus long terme visant à renforcer le système de santé, afin qu'il puisse absorber de possibles prochains chocs.

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES JEUNES

À Kinshasa, Médecins du Monde mène depuis plus de dix ans des programmes de santé sexuelle et reproductive en faveur des jeunes. En effet, dans la capitale de la République démocratique du Congo, seules 20,9 % des femmes utilisent des méthodes contraceptives modernes et trois grossesses sur cinq ne sont pas désirées. Une grande majorité se terminent par des avortements clandestins, non médicalisés, dangereux pour les femmes qui y recourent. Médecins du Monde intervient donc autour de 3 axes stratégiques, consolidés en 2020 : le plaidoyer pour les droits à la santé sexuelle et reproductive, notamment dans le but de favoriser l'accès à un avortement sécurisé et légal, un appui à l'offre de soins en santé sexuelle et reproductive dans les centres de santé et une intervention au niveau communautaire et dans les écoles.

Cette approche innovante permet de mettre en place des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes et aux adolescents. Ainsi, 76 000 jeunes ont bénéficié de séances de sensibilisation et d'information en 2021. Le programme a également permis de mener 5 000 consultations de santé sexuelle et reproductive et 250 consultations pré et post-avortement.

Ce travail est réalisé avec l'ONG congolaise de défense des droits humains Afia Mama, très active au sein de la Coalition contre les grossesses non désirées. Médecins du Monde et son partenaire ont pour objectif l'application effective du Protocole de Maputo, que le pays a ratifié. Cet accord international garantit les droits des femmes, y compris le droit de participer au processus politique, l'égalité sociale et politique avec les hommes, une autonomie améliorée dans leurs décisions en matière de santé et la fin des mutilations génitales féminines. C'est le premier traité panafricain à reconnaître expressément l'avortement comme un droit humain dans des circonstances spécifiques : agression sexuelle, viol, inceste, anomalies fœtales mettant en danger la vie de fœtus, poursuite de la grossesse mettant en danger la santé mentale et physique de la femme ou sa vie.



ÉTHIOPIE

URGENCES ET CRISES

En novembre 2020, les forces fédérales éthiopiennes ont envahi la région du Tigré et pris le contrôle de Mekele, sa capitale, à la suite de l'attaque d'une base militaire par les forces du TPLF (Tigray People's Liberation Front). Depuis, les combats qui se poursuivent dans le nord du pays affectent profondément les populations. Par ailleurs, l'Éthiopie est particulièrement exposée à l'insécurité alimentaire. Plus de 20 millions de personnes ont eu besoin d'une aide nutritionnelle directe en 2021 dans les régions Amhara, Afar, Oromia et Somali. Cette situation est due aux conflits, à la sécheresse chronique qui touche la Corne de l'Afrique ainsi qu'au renouvellement limité des pâturages, aux déplacements forcés ou encore aux épidémies. Les régions Afar et Somali, longtemps les plus affectées par les crises et les désastres naturels, présentent des indicateurs de santé alarmants. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, par exemple, y est bien plus élevé que la moyenne du pays.

En 2021, Médecins du Monde a lancé un projet d'urgence afin d'améliorer ou de rétablir l'accès à des soins de qualité dans les régions Afar et Oromia. L'objectif est de renforcer l'offre de santé primaire et de santé sexuelle et reproductive, de mettre en œuvre des actions de prévention des épidémies, y compris de Covid-19, et de dépister et référer les cas de malnutrition. Ce projet, financé par l'Union européenne, est mené en partenariat avec Médecins du Monde Allemagne et l'ONG internationale Coopi. Dans le cadre de ce projet d'urgence, cinq centres de santé ont été appuyés et des cliniques mobiles ont été déployées afin d'assister les populations les plus isolées.

Ainsi, au cours de l'année, 680 naissances ont été assistées par du personnel de santé qualifié, 2 765 enfants de moins de cinq ans ont été traités pour le paludisme, la diarrhée et les infections aiguës des voies respiratoires, 9 072 consultations ont été effectuées et 710 femmes en âge de procréer ont bénéficié de services de planification familiale.

CÔTE D'IVOIRE

LUTTE CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

En Côte d'Ivoire, le cancer du col de l'utérus est le deuxième cancer le plus fréquent chez les femmes de 25 à 55 ans et la deuxième cause de décès par cancer chez la femme. En 2020, 2 067 nouveaux cas ont été enregistrés et 1 417 femmes sont décédées des suites de la maladie. Une mission exploratoire menée par Médecins du Monde à Abidjan en 2017 avait mis en lumière plusieurs insuffisances : un manque de formation du personnel de santé, une sensibilisation insuffisante ou inadaptée, un faible accès au dépistage et au traitement.

Depuis 2020, Médecins du Monde développe un projet de prévention, de dépistage et de prise en charge des lésions précancéreuses du col de l'utérus à Abidjan. Le projet a été coconstruit avec l'ensemble des parties prenantes du projet, à la fois au niveau des communautés, des institutions – en particulier le Programme national de lutte contre le cancer – et de la société civile. Toutes ont participé au choix de la zone d'intervention, à l'élaboration des stratégies, aux formations, etc.

Quatre approches innovantes sont expérimentées dans le cadre de ce programme :

- La mise en œuvre d'une stratégie de dépistage organisé en communauté, grâce à la réalisation de campagnes de santé à domicile plutôt que dans les centres de santé,
- La proposition d'un auto-prélèvement, si les femmes le souhaitent, en alternative au prélèvement par un personnel de santé, pour qu'elles soient actrices de leur santé,
- L'élaboration d'un algorithme de dépistage innovant recommandé par l'OMS avec une détection du HPV (Human Papilloma Virus) par PCR dans un premier temps, puis une recherche de lésions précancéreuses par IVA (inspection visuelle par l'acide acétique) pour les patientes positives au premier test,
- Le traitement des lésions par la méthode de thermocoagulation comme alternative à la cryothérapie, plus onéreuse et plus difficile d'utilisation.

En 2021, 1 126 femmes ont été dépistées par test PCR et 158 femmes par test IVA.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

**COLOMBIE
GUATEMALA
HONDURAS
MEXIQUE
SALVADOR**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Amérique latine et Caraïbes
sur [medecinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



**OCÉAN
ATLANTIQUE**

MEXIQUE

GUATEMALA

HONDURAS

SALVADOR

COLOMBIE

**OCÉAN
PACIFIQUE**

COLOMBIE

RÉPONSE RAPIDE AUX URGENCES

La présence d'organisations criminelles et de groupes armés non étatiques continue de générer de la violence et des conflits dans certaines régions de Colombie. En 2021, ils ont touché au moins 284 300 personnes. 65 000 d'entre elles ont dû être confinées, 85 500 ont fait face à des restrictions de mouvement et 73 000 ont dû se déplacer pour fuir les affrontements et les violences, soit une augmentation de 181 %. Des groupes armés illégaux ont profité de la pandémie pour étendre leur présence, ce qui a entraîné des hostilités, des attaques contre les infrastructures, les civils, mais aussi des missions médicales et humanitaires. Par ailleurs, les événements météorologiques dus au changement climatique exacerbent la vulnérabilité des communautés. L'ouragan la Niña, survenu au dernier trimestre de 2021, a provoqué de graves inondations, entravant l'accès aux soins de santé, y compris aux soins d'urgence. On estime que 7 millions de personnes ont besoin d'aide en Colombie, notamment parmi les 2 millions de migrants vénézuéliens présents sur le territoire.

Les équipes de Médecins du Monde mènent différents programmes en Colombie, parmi lesquels MIRE (mécanisme intersectoriel de réponse aux urgences), un consortium humanitaire créé avec deux autres ONG internationales. Il permet d'apporter une réponse d'urgence en cas de pic de violence, notamment lors d'attaques de groupes paramilitaires, de déplacements massifs et de confinement de populations. Une équipe de médecins, psychologues, travailleurs sociaux et spécialistes de la nutrition, de l'hygiène, de l'assainissement et de la protection de l'enfance peuvent intervenir pour aider les populations. Médecins du Monde se concentre sur les soins de santé primaires d'urgence, la santé sexuelle et reproductive et la santé mentale. L'objectif de MIRE est d'impliquer les institutions locales afin de pérenniser l'action.

Par ailleurs, 2021 a été marquée par la Commission de la Vérité. Avec le réseau Salud Paz, Médecins du Monde y a présenté un rapport synthétisant les leçons apprises au cours des plus de trente ans de travail en Colombie.

MEXIQUE

MIGRATION ET VIOLENCES LIÉES AU GENRE

L'année 2021 a été marquée par une aggravation de la crise des réfugiés au Mexique, avec une augmentation du flux de personnes ayant besoin de protection internationale et un nombre record de demandes d'asile dans le pays. En effet, 131 448 personnes ont déposé de nouvelles demandes auprès de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés. 72,6 % d'entre elles l'ont fait dans l'État du Chiapas. Mais les politiques migratoires et le contrôle des frontières, durcis depuis les accords de 2019 avec les États-Unis pour freiner la migration irrégulière, entraînent une extrême vulnérabilité des personnes migrantes. Ainsi en 2021, quelque 18 000 migrants haïtiens et africains se sont retrouvés bloqués dans la ville de Tapachula, au sud du pays. En août, c'est une caravane de migrants partie de cette même ville qui était violemment réprimée par la garde nationale et la police anti-émeute. Dans le même temps, les déportations des États-Unis se sont accélérées alors même que les flux en provenance d'Amérique centrale n'ont pas diminué. La plupart de ces migrants sont dans une situation précaire et ont un grand besoin d'aide humanitaire. Les femmes, notamment, sont particulièrement exposées à la violence.

Les associations Médecins du Monde France et Espagne mènent depuis 2016 un programme régional dans le but d'améliorer l'accès aux soins et la protection des personnes migrantes et déplacées internes au Honduras, au Guatemala, au Salvador et au Mexique. En 2021, Médecins du Monde France, qui intervient à Tapachula, a notamment répondu aux besoins humanitaires des caravanes de migrants centraméricains et des migrants haïtiens bloqués en fournissant des moyens de réhydratation, d'hygiène, des médicaments et en mettant du personnel médical à disposition des refuges.

Cette même année, Médecins du Monde a également pu renforcer l'accès aux soins des personnes migrantes survivantes de violences liées au genre à travers un programme de gestion intégrale. 250 femmes ont ainsi été prises en charge.

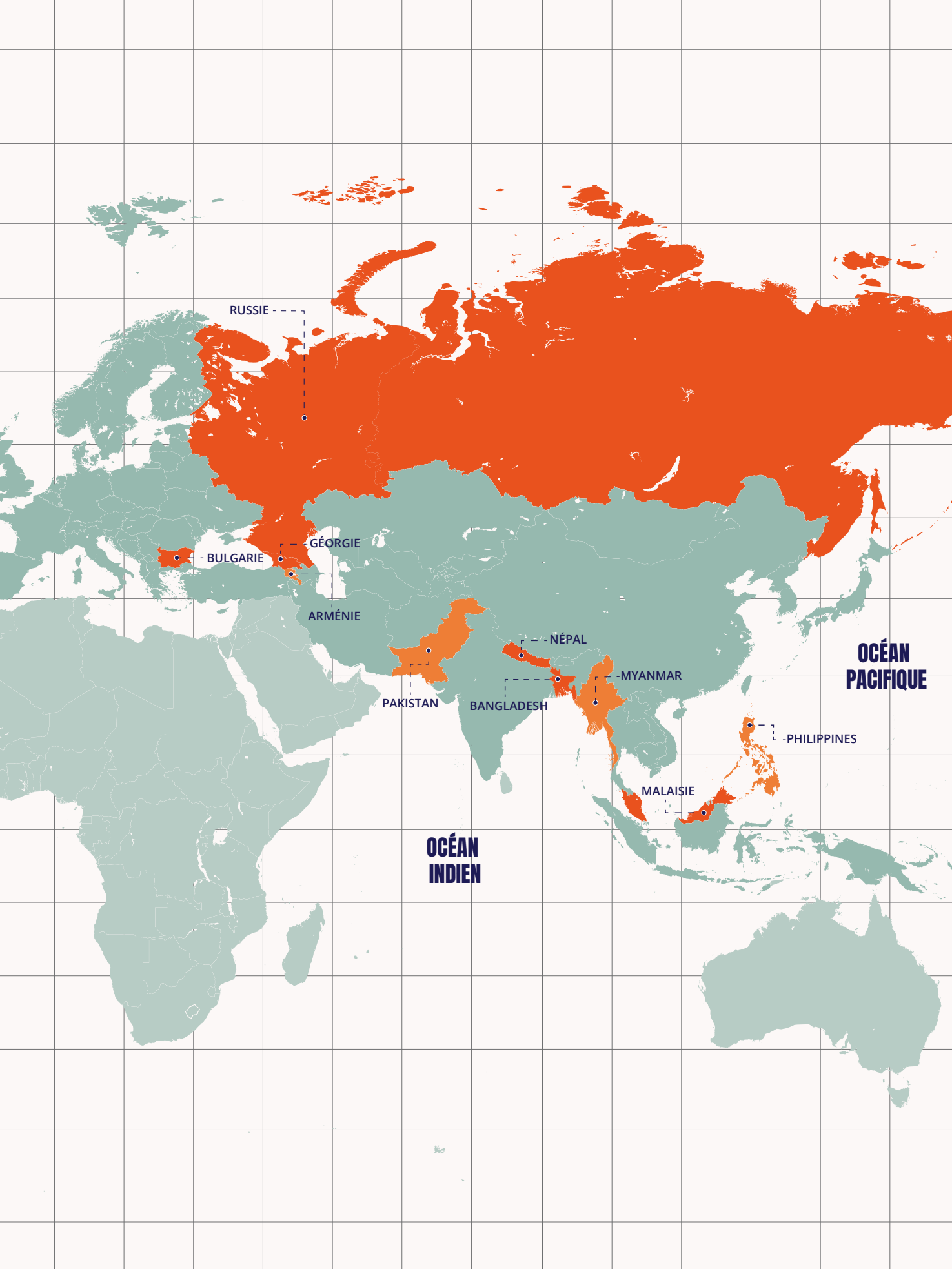
FICINA DE REPRESENTACIÓN
EN CHIAPAS



EURASIE

ARMÉNIE
BANGLADESH
BULGARIE
GÉORGIE
MALAISIE
MYANMAR
NÉPAL
PAKISTAN
PHILIPPINES
RUSSIE

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Eurasie
sur [medicinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



RUSSIE

BULGARIE

GÉORGIE

ARMÉNIE

PAKISTAN

NÉPAL

BANGLADESH

MYANMAR

MALAISIE

PHILIPPINES

OCÉAN
INDIEN

OCÉAN
PACIFIQUE

GÉORGIE

RÉDUCTION DES RISQUES : LGBT+ ET USAGERS DE DROGUES

Dans la région du Sud-Caucase – constituée de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan –, malgré des réformes du système de santé, la situation demeure critique au niveau de la prévention des maladies infectieuses parmi les populations clés. Alors que le taux d'infection au VIH est relativement faible pour la population générale, les personnes usagères de drogues ainsi que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes font partie des populations les plus exposées. La prévalence est par exemple de 21,5 % chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes en Géorgie.

C'est dans ce pays, où Médecins du Monde a longtemps mené un ambitieux projet de prise en charge de l'hépatite C chez les usagers de drogues par injection, que l'association développe depuis 2021 un programme destiné à accompagner les LGBT+ et les jeunes usagers de drogues. Elle y soutient et accompagne deux partenaires locaux engagés pour la réduction des risques auprès de populations clés : Equality Movement, une organisation mobilisée pour la défense des droits des personnes LGBT+, ainsi que Mandala, un groupe d'auto-support de jeunes usagers de drogues consommant de nouvelles substances psychoactives (NSP). En lien avec ces partenaires et les autorités, Médecins du Monde a élaboré un modèle de prise en charge afin d'améliorer l'accès de la communauté LGBT+ à des services innovants de prévention du VIH et de développer de nouveaux services de réduction des risques pour les jeunes qui consomment des NSP.

Dans le cadre de sa mission en Géorgie, Médecins du Monde a par ailleurs continué de soutenir les organisations de la société civile dans leur plaidoyer pour l'intégration des services de réduction des risques à la législation nationale.

PHILIPPINES

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Depuis juillet 2020, en partenariat avec l'organisation Community and Family Services International (CFSI), Médecins du Monde mène aux Philippines un programme d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive et des droits des jeunes âgés de 10 à 24 ans dans la ville de Pasay (région du Grand Manille). En effet, d'après les dernières études démographiques et de santé aux Philippines, 9 % des filles sont enceintes entre 15 et 19 ans. C'est dans la région du Grand Manille que cette proportion est la plus élevée, avec un taux de grossesse de 17,7 % chez les adolescentes. Les mineures non mariées doivent être accompagnées d'un tuteur légal pour accéder à la contraception et l'avortement reste illégal, sans aucune exception. Le pays a aussi été classé comme le pays où le nombre de cas de VIH augmente le plus rapidement au monde par ONUSIDA.

Financé par l'Union européenne, ce projet sur trois ans est piloté par CFSI. Il cible 2 900 jeunes, 2 000 parents et 250 personnes (leaders locaux, enseignants etc.) dans 12 Barangays – quartiers – défavorisés de Pasay. L'objectif est de façonner un environnement propice à l'utilisation accrue des services de santé sexuelle et reproductive et de garantir un meilleur accès à l'information. Trois axes d'intervention ont été déterminés : l'autonomisation des jeunes et la mobilisation d'un réseau de pairs éducateurs et médiateurs autour de la promotion de la santé ; le renforcement du système de santé et l'amélioration de l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre le VIH adaptés aux adolescents ; le développement des connaissances avec une étude sur les pratiques en santé sexuelle et reproductive dans la ville de Pasay et la promotion des initiatives de plaidoyer des jeunes.

En 2021, pour faire face aux confinements drastiques dus à la pandémie de Covid-19, Médecins du Monde et CFSI ont notamment développé du matériel d'information et un service de livraison de matériel de protection et de contraception à domicile, avec le soutien des six éducateurs pairs et du réseau de 30 volontaires recrutés pour le projet.



RUSSIE

MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DU SEXE

Depuis 2015, Médecins du Monde mène un programme de prévention du VIH, des infections sexuellement transmissibles (IST) et des violences auprès des travailleurs et travailleuses du sexe (TdS). Initialement mis en place à Moscou avec l'association Shagui, il s'est étendu à Saint-Pétersbourg, avec l'organisation Silver Rose, et à Perm avec le partenaire Zerkalo. L'accompagnement des mobilisations communautaires est l'un des axes forts du projet de Médecins du Monde, et l'année 2021 a vu cette démarche récompensée. L'association partenaire Shagui a ainsi été confirmée comme un interlocuteur privilégié du Département de Santé de la ville de Moscou et a même été invité par le ministère de la Santé à présenter le programme mis en place avec Médecins du Monde auprès des TdS lors d'une conférence sur la coopération entre l'État et les ONG dans la prévention du VIH.

Au cours de l'année, Médecins du Monde a également soutenu l'émergence des Yagodki (« les baies »), un groupe d'auto-support formé autour de cinq TdS aux profils divers, qui souhaitent être mieux informées et assurer un partage de l'information à leurs réseaux. Par exemple, les Yagodki ont organisé un webinar sur la santé sexuelle et reproductive avec un gynécologue de confiance, ont réalisé et diffusé des vidéos de sensibilisation sur les IST et ont même participé à « l'université des jeunes médecins », une occasion de présenter l'approche de réduction des risques et de non-jugement aux futurs médecins du pays. Médecins du Monde leur apporte un soutien financier, technique, méthodologique et une mise en réseau.

Par ailleurs, Médecins du Monde a initié en 2021 un partenariat avec la Fondation Andrey Rylkov, un groupe d'auto-support d'usagers de drogues et de personnes vivant avec le VIH. Les deux associations développent conjointement des activités de prévention en direction des femmes usagères de drogues proposant des services sexuels en échange de produits ou d'argent.

MYANMAR

CRISE POLITIQUE ET SANITAIRE

Le 1^{er} février 2021, les membres démocratiquement élus de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) ont été écartés du pouvoir par la Tatmadaw, l'armée birmane. Un état d'urgence a été déclaré et le pouvoir transféré au régime militaire. Rapidement, un mouvement de désobéissance civile a émergé, organisant des activités de protestation à travers tout le pays. Les personnels soignants, qui se sont beaucoup mobilisés, ont été fortement réprimés en retour. Près de la moitié des exactions contre le personnel soignant et les structures de santé relevées en 2021 au niveau mondial l'ont été au Myanmar. Les restrictions de déplacements et l'insécurité ont largement impacté le travail humanitaire. Dans le même temps, les personnes déjà vulnérables – telles que les travailleurs et travailleuses du sexe (TdS) ou les personnes usagères de drogues – ont dû s'adapter et devenir encore plus mobiles pour se protéger, ce qui a compliqué le maintien des activités et des contacts avec les équipes de Médecins du Monde.

Cette situation, combinée à la pandémie de Covid-19, a contraint Médecins du Monde à adapter ses programmes de réduction des risques. À Yangon, où l'association agit auprès des TdS et des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les travailleurs et travailleuses pairs ont dû proposer une intervention plus flexible et mobile. Les équipes de prévention ont organisé des séances « d'aller-vers », la distribution de matériel de réduction des risques et assuré l'orientation vers des services de dépistage du VIH. Dans l'État du Kachin, au nord du pays, le modèle communautaire et mobile en place a permis à plus de 7 500 usagers de drogues de continuer à bénéficier de services médicaux essentiels. Notamment le maintien d'une offre de dépistage, de conseil et de traitement du VIH, de vaccination contre l'hépatite B, de dépistage de l'hépatite C. Ou encore l'accès au traitement de substitution par la méthadone, *via* un modèle innovant pour le Myanmar, les « Take-Home Doses » – doses de méthadone délivrées pour plusieurs jours – afin de limiter les déplacements vers nos centres.



Depuis 1989, Médecins du Monde a développé un programme humanitaire singulier dans une vingtaine de pays en Asie et Afrique. Ce programme vise à offrir des opérations de chirurgie plastique et reconstructrice et ainsi à redonner le sourire à des personnes vulnérables – en particulier des enfants et des jeunes adultes – atteintes de pathologies et malformations congénitales ou acquises. L'Opération Sourire est portée par trois autres sections du réseau international de Médecins du Monde : Médecins du Monde Allemagne, Médecins du Monde Japon et Médecins du Monde Pays-Bas.

En 2021, l'évolution de la situation sanitaire liée au Covid-19 et le maintien des mesures de restrictions dans les pays d'intervention de l'Opération Sourire n'ont pas permis de mener le programme selon les modalités initialement prévues. Néanmoins, six missions ont pu se faire – au Cambodge, à Madagascar, en Tanzanie et en Sierra Leone – et ont permis la prise en charge chirurgicale de 187 bénéficiaires, dont 58 patients lors des deux missions à Madagascar menées localement par une équipe médico-chirurgicale malgache. Ceci est le résultat de plusieurs années de collaboration avec les équipes médicales locales, à travers l'organisation de formations, d'accompagnements spécifiques et l'initiation à de nouvelles techniques de chirurgie plastique et reconstructrice dans une optique de pérennisation et d'intégration des actions de l'Opération Sourire dans le système de santé national.

À travers une approche holistique du patient (acte médical, suivi pré et post-opératoire, soutien psychosocial, référencement, etc.), les équipes de l'Opération Sourire contribuent à redonner confiance aux patients en favorisant leur réinsertion sociale et physique au sein de leur communauté d'origine.

Le renforcement des capacités du personnel médical, ainsi que l'implication des autorités sanitaires et des associations locales partenaires sont des éléments centraux des missions de l'Opération Sourire, non seulement pour la viabilité de l'action, mais également pour la mise en place d'environnements nationaux favorables à la prise en charge chirurgicale des pathologies et malformations congénitales ou acquises.

PROFIL DES PATIENTS OPÉRÉS EN 2021

Au total, 187 patients ont été opérés lors des six missions réalisées en 2021 par Médecins du Monde.

RÉPARTITION DES PATHOLOGIES PRISES EN CHARGE :

Pathologie congénitale (méningocèles, fentes labio-palatines, malformations) : 48 %

Pathologie tumorale (tumeurs, chéloïdes, kystes, lipomes) : 18 %

Séquelles cicatricielles (brûlures) : 25 %

Autres : 9 %

74 % des patients opérés ont moins de 15 ans, soit 138 personnes. L'intégralité des interventions chirurgicales de 2021 à Madagascar ont été réalisées sur des enfants porteurs de fentes labio-palatines.

PERSPECTIVES ET ENJEUX

En 2022, quatorze missions de chirurgie sont planifiées dont neuf par Médecins du Monde France.

OPÉRATION SOURIRE

RESPONSABLES

Associatif : Dr Frédéric Lauwers,
Dr Philippe Patenôtre, Dr Luke Harper,
Dr Frédérique Sauvat, Dr Arnaud Depeyre
Siège : Adem Bah

PAYS D'INTERVENTION

Bangladesh, Cambodge, Madagascar,
Myanmar, Pakistan, Sierra Leone, Tanzanie

BUDGET

190 000 euros

PARTENAIRE

Fondation d'entreprise L'Oréal



Si la pandémie de Covid-19 a continué de nous bousculer en 2021 en France, nous avons réussi à reprendre une activité associative militante tant sur le terrain de nos opérations que sur l'angle politique de notre action. Les équipes de Médecins du Monde ont pu se redéployer auprès des personnes concernées et mener nos combats. Continuer l'"aller-vers", combattre pour un accès aux soins pour tous, développer l'accès à la médecine de ville, continuer de dénoncer le manque de moyen dans les Pass, agir sur les déterminants sociaux, défendre les droits fondamentaux, etc.

Pourtant l'impact de la crise sanitaire est catastrophique pour tout le pays et plus encore pour les personnes vulnérabilisées. Le nombre de personnes précarisées a augmenté et leur souffrance avec. Elles ont été abandonnées, maltraitées et les politiques nationales n'ont fait qu'amplifier leur détresse. La crise du Covid a été un révélateur de l'effondrement de notre système de santé et de la solidarité. Des personnes migrantes aux habitants des « champs », l'accès aux soins et aux droits n'a fait que se dégrader mois après mois, aggravé par une violence sociale indigne de nos valeurs.

De Calais à Marseille, nos équipes sont intervenues pour soigner, témoigner et dénoncer l'intolérable. Violence policière, discours xénophobe, entrave à la libre circulation et à l'accès aux droits, absence de mise à l'abri sont autant d'obstacles que des centaines de milliers de personnes ont dû affronter. Cette deuxième année de crise sanitaire n'aura fait qu'amplifier les inégalités sociales. Elle aura démontré que la volonté publique n'est plus au service du bien commun, particulièrement pour celles et ceux qui sont les plus démunis.

Les échéances électorales de 2022 sont venues renforcer ces injustices sociales en prenant le pas sur l'action et l'engagement public. La course à la présidence a ainsi creusé le fossé entre solidarité et pouvoir. Les boucs émissaires restent toujours

les mêmes, les exilés, considérés comme le fléau de la nation à un moment de l'Histoire où nous avons besoin de cohésion et de partage. Parce que nous sommes témoins chaque jour de l'enfer vécu par toutes ces personnes sur notre territoire national alors que l'on connaît l'horreur de leur parcours migratoire, notre engagement sur les questions de migration, exil, droits et santé n'aura jamais été aussi fort. La libre circulation des personnes reste, au-delà d'un droit, une revendication forte que nous portons.

Médecins du Monde est force de proposition et d'innovation en France. Au-delà de nos combats malheureusement traditionnels, nous avons choisi d'aller plus loin notamment en nous engageant plus fermement sur la question climatique. C'est un enjeu majeur de notre époque et de plus en plus de programmes prennent en compte cette dimension.

Nous avons également choisi d'afficher haut et fort que notre association défendait le féminisme intersectionnel. Notre politique en droits et santé sexuels et reproductifs s'est encore renforcée et une grande campagne féministe a pu être portée. Chaque territoire régional s'est mis au travail sur ce sujet et il est devenu incontournable tant dans l'élaboration de nos projets que dans le quotidien de notre vie associative.

Malgré l'adversité, dans un contexte parfois destructeur, le secteur France de Médecins du Monde a su garder une dynamique et une vie associative forte, militante. De nombreuses mobilisations se sont organisées, en notre nom propre ou en coalition de causes communes. La vie à la rue, en squat, en bidonville, le travail du sexe, l'accès aux soins, la question des mineurs non accompagnés, la politique migratoire et tant d'autres thématiques sont restées au cœur de nos batailles et pourtant nous avons su continuer de créer, d'inventer, d'élargir notre champ d'action et de militance.

OPÉRATIONS FRANCE

L'année 2022 a commencé avec une nouvelle guerre qui met en tension tout un continent et jette sur la route de l'exil des milliers de familles. Nous avons le devoir de les accueillir, les aider et les accompagner en toute dignité. Mais nous avons aussi le devoir de rappeler que l'inconditionnalité de l'accueil ne doit pas rester un vain

mot. Médecins du Monde défend la dignité et le respect de tout être humain et chaque personne doit pouvoir être accueillie en France sans discrimination. C'est notre ADN, c'est notre combat et face à l'adversité nous ne céderons pas.



OBSERVATOIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

L'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins a été créé en 2000 pour témoigner des difficultés d'accès aux dispositifs de droit commun des populations accueillies dans les programmes de l'association. L'Observatoire constitue ainsi un outil de connaissance des populations vulnérables souvent ignorées des statistiques publiques.

Au regard de données objectives et de l'expertise de terrain, il permet à Médecins du Monde d'élaborer des propositions et d'interpeller les acteurs politiques, institutionnels et professionnels de santé afin d'améliorer l'accès aux droits et aux soins des populations précarisées ou en situation d'exclusion.

Notre action

L'Observatoire apporte un appui à l'ensemble des programmes menés en France pour recueillir des données permettant de témoigner sur une base objective. Chaque année, l'Observatoire publie un rapport – l'occasion d'alerter et d'interpeller l'ensemble des acteurs et des pouvoirs publics sur les besoins et les dysfonctionnements dans l'accès aux droits et aux soins. Il vise ainsi à apporter un éclairage documenté sur les problématiques de santé des personnes reçues dans nos programmes, sur leurs difficultés pour se soigner dans notre système de santé et sur les obstacles qu'elles rencontrent pour que leurs droits soient effectifs.

Il est élaboré à partir de données et de témoignages recueillis sur l'ensemble des programmes par les équipes de terrain, d'observations sur les dispositifs d'accès aux soins et difficultés existantes, du suivi des dispositifs législatifs et réglementaires.

EN CHIFFRES

En 2021, les 14 centres d'accueil, de soins et d'orientation ou centres d'accueil, d'orientation et d'accompagnement (Caso et CAO) ont reçu au total 15 355 personnes.

L'âge moyen des patients est de 33,1 ans.

9%

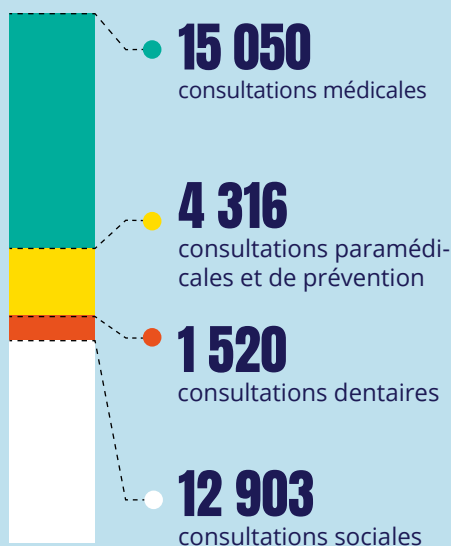
de la file active est composée de mineurs

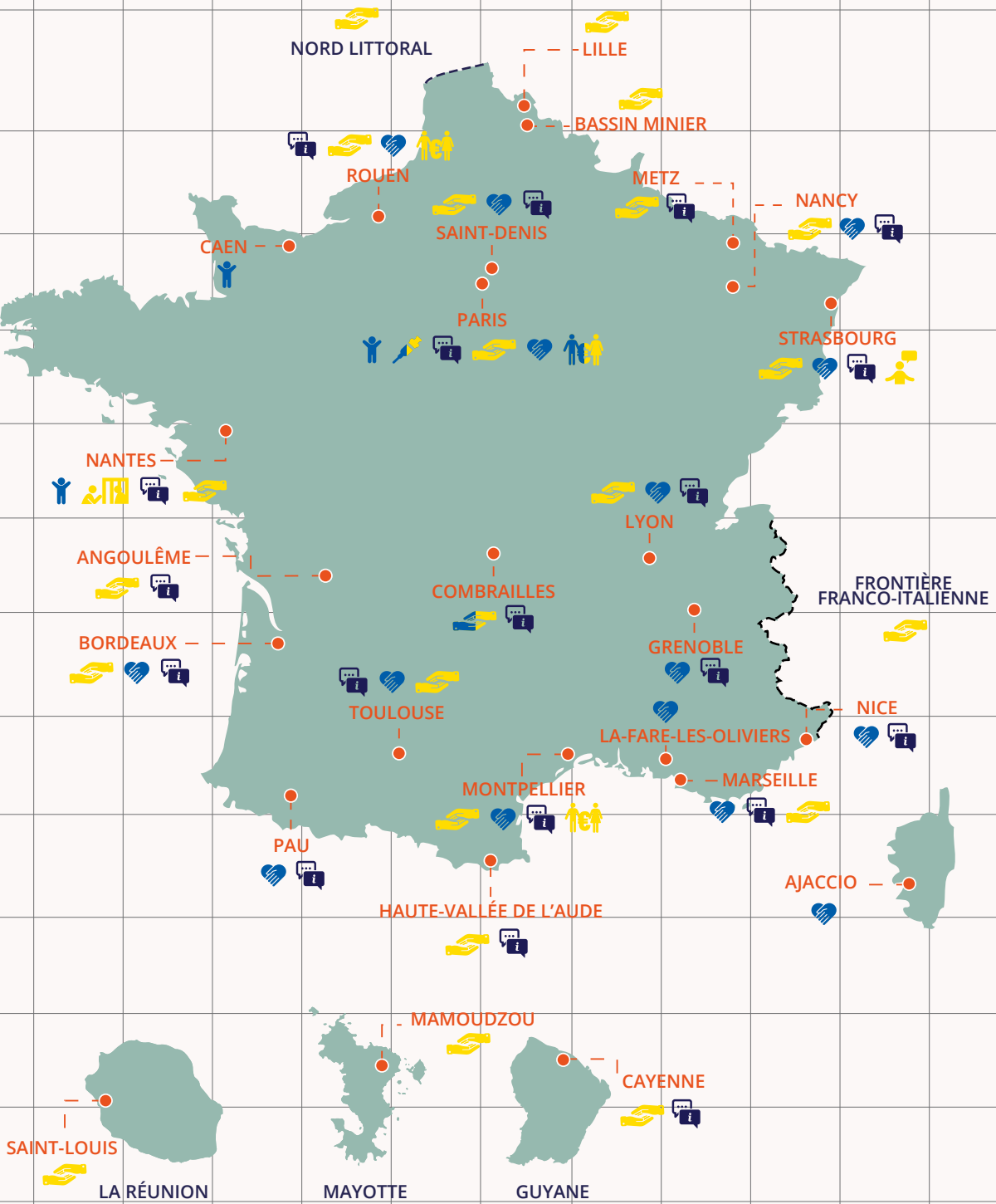
97%

des personnes sont d'origine étrangère

97%

déclarent vivre sous le seuil de pauvreté





	Actions auprès des mineurs non accompagnés		Centres d'accueil, de soins et d'orientation		Actions mobiles
	Actions en milieu rural, dans la rue, les bidonvilles, auprès des migrants		Actions auprès des travailleuses et travailleurs du sexe		Actions dans les locaux de MdM
	Actions auprès des personnes détenues		Actions auprès des personnes usagères de drogues		Programmes transversaux
	Prévention VIH / hépatites / IST / tuberculose		Plaidoyer auprès des institutions européennes		

ACCÈS AUX SOINS ET AUX DROITS

CENTRES D'ACCUEIL, DE SOINS ET D'ORIENTATION

En 2021, Médecins du Monde compte 14 centres d'accueil, de soins et d'orientation (Caso). Ces Caso sont des structures qui offrent un accueil médico-social à toute personne en difficulté d'accès à la santé en France. Ce sont des dispositifs de facilitation de recours aux soins et à la prévention et d'accès aux droits pour les personnes en grande difficulté ou en situation d'exclusion.

Les personnes y sont accueillies gratuitement et inconditionnellement, y rencontrent différents professionnels de santé pour une consultation ou une évaluation médicale avant d'être orientées vers les structures médico-sociales du territoire. Elles peuvent également être accompagnées dans leurs démarches administratives afin d'obtenir une couverture maladie, et rencontrer un travailleur social. Médecins du Monde leur propose des soins infirmiers, des consultations médicales, de l'information sur la prévention des maladies infectieuses ou du dépistage spécifique pour certaines pathologies. Une prise en charge psychosociale et de santé mentale est également proposée dans certains centres, notamment après des parcours d'exil qui génèrent souvent de la souffrance psychique.

Fin 2019, des restrictions à l'accès à la couverture maladie des étrangers précaires ont été adoptées par le Parlement. L'application de cette réforme a été en partie suspendue par la crise du Covid-19, mais ses différentes mesures ont finalement été mises en œuvre - certaines même le premier jour du deuxième confinement, fin octobre 2020, alors même que les impératifs de santé publique démontraient la nécessité de protéger les plus exclus. Médecins du Monde, comme d'autres associations, commence à constater les effets de cette vaste réforme de recul des droits, renforcés encore par une autre tendance lourde, celle de la dématérialisation des services publics. L'association milite pour un accueil digne et la simplification de l'accès aux droits et à la santé pour tous, indépendamment du statut des personnes.

En 2021 les centres participant au recueil des données ont :

- reçu 15 355 **personnes**,
- réalisé 33 889 **consultations et accompagnements** au cours de 29 264 **visites**.

ACTIONS EN MILIEU CARCÉRAL

Depuis 2011, Médecins du Monde s'intéresse aux enjeux de santé pour les personnes placées sous main de justice qui sont majoritairement issues des populations défavorisées et cumulent de nombreuses difficultés sanitaires et sociales avant même leur incarcération (faible accès aux soins, comportements à risque, addictions, troubles mentaux, etc.). Ces difficultés sont souvent majorées par les conditions de détention et le caractère potentiellement pathogène du milieu carcéral.

Les connaissances épidémiologiques sur la santé de la population carcérale française sont peu nombreuses mais une recherche de l'Institut de veille sanitaire montre une surreprésentation notamment des pathologies psychiatriques, addictions, maladies infectieuses, handicaps et déficiences. Par ailleurs, les personnes sans domicile et vivant avec une maladie mentale sévère ont à négocier des parcours de soins en santé mentale discontinus et stéréotypés, caractérisés par un faible accès aux soins ambulatoires et réduits aux soins en urgence et sous contrainte en situation de crise.

Malgré la loi de 1994 affichant une volonté d'offrir de soins similaires à l'extérieur et à l'intérieur de la prison, les personnes détenues rencontrent de nombreux obstacles pour être traitées comme des patients à part entière : un accès aux soins complexifié, des contradictions et une articulation difficile entre des enjeux de santé et des enjeux de sécurité, une infantilisation et une perte d'autonomie, des sujets de santé tabous.

Médecins du Monde mène deux projets :

- l'un de promotion de la santé dans une démarche communautaire avec les personnes détenues et les équipes justice et santé du centre pénitentiaire de Nantes,
- l'autre, expérimental, d'alternative à l'incarcération par le logement et le suivi intensif (AILSI) pour les personnes présentant des troubles psychiatriques sévères à Marseille. Ce projet a démarré en 2022.

ACTIONS EN ZONES RURALES ET URBAINES

Les difficultés d'accès aux soins des personnes en situation de précarité, les retards ou le non-recours aux soins sont accentués en milieu rural, dans les zones affectées par l'inégale répartition de l'offre de soins, par le retrait progressif des services publics et par la diminution des réseaux de transports en commun. Autant de facteurs qui contribuent à l'isolement des populations en difficulté.

Né de la volonté de Médecins du Monde de s'investir sur cette problématique, le réseau de santé et de coordination d'appui (Rescorda) a été créé en 2013 dans les Combrailles, en Auvergne. Comme planifié initialement et selon la logique d'intervention de Médecins du Monde, le transfert d'une partie des activités du projet à des acteurs locaux de santé identifiés par Médecins du Monde a été mis en place à partir du dernier trimestre 2020. Enfin, les activités de médiation en santé ont été transférées à Aesio (ex-Mutualité Française du Puy-de-Dôme), à la fin du mois de février 2021.

Dans la Haute vallée de l'Aude, le programme "Précarité et accès aux soins en milieu rural", a lancé en 2021 une évaluation intermédiaire. L'objectif général de l'évaluation était de répondre à la question suivante : « De quelle manière les actions menées par le programme de Médecins du Monde en Haute vallée de l'Aude favorisent l'accès aux droits et aux soins des personnes en situation de précarité ? » Les conclusions de l'évaluation doivent permettre à l'équipe de réadapter les orientations du projet et les priorités de travail pour les deux années à venir.

À Lille-Sud, le programme d'accès aux droits et aux soins en zone urbaine, démarré en 2016, avait été défini comme projet expérimental

opérationnel, avec une volonté, exprimée dès la conception, de capitaliser un mode d'intervention médico-sociale. Lancée en 2020, la capitalisation des quatre années du projet avait pour objectif de formaliser les expériences, pratiques et savoir-faire développés dans le cadre de sa mise en œuvre et disposer de leçons apprises pour faciliter le transfert ou la reproductibilité de certains éléments du projet par d'autres acteurs (partenaires associatifs ou institutionnels) ou par Médecins du Monde. Le travail de capitalisation a été finalisé en 2021 et a pris la forme d'un support pédagogique composé de plusieurs fascicules, comportant chacun des fiches et des outils, ainsi que de nombreux liens relatifs à la médiation en santé. Le projet a officiellement été fermé en avril 2021.

Ces trois projets font la promotion de la médiation en santé, une démarche adaptée aux personnes éloignées du système de santé.

SANTÉ DES PERSONNES À LA RUE ET MAL LOGÉES

PROMOUVOIR LA SANTÉ DES PERSONNES À LA RUE

La précarité, le mal-logement, la vie à la rue, le « mode survie » sont des traits communs à la majorité des personnes suivies par Médecins du Monde. Des caractéristiques qui impactent gravement leur santé. Cela concerne les personnes rencontrées sur les missions mobiles d'« aller-vers », en bidonvilles, en squats, à la rue, ou dans les campements d'exilés, mais aussi les personnes rencontrées dans les Casos. En effet, en 2021, 91,7 % des patients reçus dans les centres de Médecins du Monde vivent en habitat instable – 30,3 % d'entre eux vivant en habitat très précaire (à la rue, en hébergement d'urgence pour une durée de quinze jours ou moins, en squat ou bidonville). La situation de saturation qui perdure dans l'hébergement d'urgence et la remise en cause répétée du principe de l'accueil inconditionnel impactent durement ces personnes.

En 2021, Médecins du Monde a maintenu sa présence auprès des personnes à la rue et mal logées. Malgré la pérennisation des places d'hébergement ouvertes depuis le début de la crise sanitaire, qui a permis une certaine stabilité pour de nombreuses personnes, les équipes constatent encore l'insuffisance et l'inadaptation des dispositifs à leurs besoins et situations, notamment un manque d'accompagnement médico-social.

Notre action

À la rue ou dans les centres d'hébergement et d'accueil de jour, nos équipes mobiles réalisent diverses actions :

- Accompagnements dans les démarches administratives et l'ouverture des droits ;
- Veille sanitaire, consultations médicales, soutien psychosocial, médiation en santé ;
- Information et sensibilisation des acteurs médicaux et sociaux sur la problématique de l'habitat et de la précarité.

À travers ces actions, Médecins du Monde témoigne des difficultés rencontrées par les personnes sans-abri pour faire valoir leurs droits et accéder aux soins. En plus de ses interventions

sur le terrain, et pour ne pas s'inscrire dans un processus de substitution, l'association plaide auprès des institutions pour promouvoir des dispositifs d'hébergement et de logement adaptés et pérennes, mais aussi des dispositifs mobiles permettant un contact médico-psychosocial et un accès aux soins effectifs pour les plus exclus.

FAVORISER LE SUIVI SANITAIRE EN SQUATS ET BIDONVILLES

Les équipes intervenant en squats et bidonvilles constatent les conséquences de l'habitat ultra précaire et des expulsions répétées sur la santé des personnes. Les expulsions sans relogement contraignent les habitants des lieux de vie informels à l'errance, les éloignent du système de santé, brisent la continuité des soins et rendent difficile la prévention et la lutte contre les épidémies. Pour pouvoir bénéficier d'une couverture maladie, ces personnes doivent se confronter à de multiples obstacles dans le parcours d'accès aux droits et à des délais d'instruction très longs.

L'instruction interministérielle du 25 janvier 2018, axée sur la résorption des bidonvilles, est un signe positif d'évolution de l'action publique en faveur de solutions durables. Après une période prolongée de trêve des expulsions en raison de la poursuite de la crise sanitaire durant l'année 2021, la période estivale a été marquée par une forte reprise des expulsions, voire un retour en arrière sur des territoires pourtant engagés dans des dynamiques de résorption. L'année 2021 a ainsi été une année record, avec 1 330 expulsions de lieux de vie informels entre novembre 2020 et octobre 2021.

Notre action

Médecins du Monde intervient dans les squats et bidonvilles pour proposer un accès aux soins et aux droits aux habitants ou les orienter vers des structures de santé – avec une attention particulière sur la santé des femmes et des enfants.

La médiation en santé est particulièrement adaptée. Les médiateurs en santé de l'association travaillent avec des partenaires associatifs et de

droit commun pour améliorer la prise en charge des habitants des bidonvilles et renforcer leur capacité à recourir aux soins et aux droits de façon autonome.

Favorable à une politique de résorption des bidonvilles qui tient compte de la participation des personnes concernées, Médecins du Monde

insiste sur l'importance de solutions concertées et de propositions de logement adaptées et pérennes. En l'absence de propositions dignes et le temps que celles-ci soient élaborées avec les habitants, l'association milite pour une stabilisation temporaire des personnes et une sécurisation sanitaire des lieux de vie.



MIGRATION, EXIL, DROITS ET SANTÉ

Au début de l'année 2021, le nombre de personnes fuyant les conflits, les persécutions ou les conflits dans le monde dépassait 80 millions selon le Haut-Commissariat aux réfugiés. Près des trois quarts des personnes déracinées étaient accueillies dans les pays voisins de leur pays d'origine. Une part minoritaire vient chercher une protection et une vie meilleure dans les pays de l'Union européenne, dont la France.

Si en 2021 les nouveaux développements de la pandémie de Covid-19 et les contraintes et barrières associées ont continué à entraver les mobilités internationales, à la fin de l'année 103 000 demandes d'asile avaient été introduites auprès de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Un chiffre en légère augmentation par rapport à 2020, principalement du fait de la situation en Afghanistan.

Mais les personnes étrangères « sans papiers » ou demandeuses d'asile présentes sur notre territoire voient leurs conditions de vie se durcir, leur accès aux soins se réduire.

En Europe, en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient, Médecins du Monde agit tout au long des parcours migratoires. Si les réalités et les situations divergent, les ressorts politiques demeurent identiques et les conséquences pour les personnes invariablement les mêmes, fragilisant leur santé : rejet, violence parfois, violation des droits fondamentaux, nonaccès aux soins.

Nous restons les premiers témoins de cette précarisation des personnes, que ce soit aux frontières (sur le littoral Nord face à la Grande-Bretagne, à Montgenèvre ou Menton à la frontière avec l'Italie), en Île-de-France ou encore dans certains territoires d'outre-mer, comme à Mayotte et en Guyane.

SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Médecins du Monde travaille auprès des personnes migrantes dans la plupart de ses programmes en France. 97 % des personnes reçues dans nos Centres d'accueil, de soins et

d'orientation (Caso) sont des étrangers précaires. En centre de soins ou en intervention mobile vers les campements, squats et bidonvilles, nos équipes proposent des consultations médicales, des soins infirmiers, des actions de prévention et un accompagnement social. Les souffrances physiques et psychiques générées à la fois par les parcours d'exil et par les conditions de vie indignes subies en France sont également prises en compte.

AUX FRONTIÈRES

Sur le littoral Nord

Conséquence d'une politique très dure, dite de « zéro point de fixation », les personnes exilées sont toujours maintenues dans l'errance. Elles ont vu leurs conditions de survie se dégrader, leur santé se détériorer.

Dans le contexte très difficile de Calais et Grande-Synthe, notre programme vise à favoriser un accès aux soins de santé en privilégiant l'orientation vers le système de droit commun, en suivant inlassablement les lieux de campement qui ne cessent d'être expulsés et recomposés.

Entre l'Italie et la France

Dans les Hautes-Alpes, le passage entre l'Italie et la France est un axe important pour les personnes qui veulent poursuivre leur parcours en Europe.

Les risques pris par les personnes, notamment en hiver, pour rejoindre Briançon à travers les Alpes ne cessent d'augmenter. Une situation aggravée par l'annonce en novembre 2020 du doublement des forces de contrôle aux frontières. En dépit d'un contexte d'augmentation des tensions, l'unité mobile de mise à l'abri (UMMA) de Médecins du Monde intervient dans la montagne avec des bénévoles de l'association Tous Migrants pour secourir et mettre à l'abri les personnes qui traversent la frontière à pied.

LA CAFI, UNE COALITION DE CINQ ASSOCIATIONS POUR FAIRE CESSER LES VIOLATIONS DES DROITS AUX FRONTIÈRES

Avec le retour des contrôles aux frontières intérieures en mars 2015, la frontière franco-italienne est redevenue un lieu de tension, théâtre d'un nombre croissant de pratiques illégales de la part des autorités vis-à-vis des personnes migrantes. En 2017, Médecins du Monde a commencé à mener des actions communes avec Amnesty International, La Cimade, Médecins sans frontières et le Secours catholique. Le travail des cinq associations se concrétise aujourd'hui par des observations aux frontières, le déclenchement d'actions contentieuses contre les refoulements illégaux ainsi que des actions de mobilisation et de plaidoyer.

Pressentant la nécessité d'une initiative politique forte pour concevoir une politique d'accueil alternative respectueuse de la dignité des personnes et de leurs droits, nous avons approché différents groupes parlementaires pour obtenir un Commission d'enquête sur les migrations, et nous l'avons obtenue. Elle a été mise en place au printemps 2021.

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES MIGRATIONS : SIX MOIS DE TRAVAUX POUR LES PARLEMENTAIRES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Médecins du Monde a été particulièrement actif à la fois pour favoriser les déplacements et les échanges directs avec les personnes concernées et pour alimenter les travaux de la commission par des notes thématiques sur la politique d'accès aux soins, le non-respect des droits aux frontières, etc. Un dialogue exigeant s'est mis en place avec les parlementaires membres de la commission sur les réalités des pratiques et des politiques.

Ainsi, la présidente de Médecins du Monde a été auditionnée à l'Assemblée nationale le 7 juillet 2021. Le lendemain, la rapporteure, le président et deux députés se déplaçaient au CAO de l'association, boulevard Picpus à Paris pour rencontrer les équipes et une patiente suivie. D'autres rencontres suivront : aux frontières, sur des campements, en squat. Le 2 décembre nous avons organisé un séminaire d'une journée à l'Assemblée nationale pour mettre en débat les recommandations de la commission d'enquête et promouvoir nos constats et demandes politiques (avec l'édition, pour l'occasion, de nos notes thématiques).

Cette dynamique de plaidoyer s'inscrit dans celle menée pour l'élection présidentielle et les élections législatives 2022, avec un seul but : tenter d'influer sur les pratiques et les politiques vis-à-vis des personnes exilées, et contribuer à une politique réellement respectueuse des droits des personnes.

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

UN CADRE D'INTERVENTION HOLISTIQUE

Médecins du Monde agit en faveur d'un accès universel à des services de santé sexuelle et reproductive complets et de qualité. Or, les services peuvent exister sans pour autant que toutes et tous y aient un accès effectif. C'est pourquoi Médecins du Monde a adopté la définition élargie des « droits et santé sexuels et reproductifs » (DSSR) de la Commission Guttmacher-Lancet, qui valorise l'exercice des droits sexuels et reproductifs comme préalable indispensable à l'accès à la santé sexuelle et reproductive.

Les actions de Médecins du Monde s'inscrivent dans une approche complémentaire de santé publique, de promotion des droits humains et de lutte contre les inégalités de genre afin de lever les barrières d'accès à la santé sexuelle et reproductive et répondre au mieux aux besoins spécifiques des populations. En 2021, Médecins du Monde a ainsi affirmé sa vision inclusive du genre, pour que chaque personne – quel que soit notamment son sexe, son identité de genre ou son orientation sexuelle – puisse prendre les décisions qui concernent son corps, avoir une vie sexuelle autonome, satisfaisante et sans danger, et accède à une prise en charge adaptée concernant ses DSSR.

DES BESOINS CONSIDÉRABLES ET NON SATISFAITS

Nos équipes rencontrent principalement des personnes précarisées. Ces dernières cumulent de nombreux facteurs de vulnérabilité et discriminations qui les éloignent du système de soins et les rendent notamment plus à risque d'infections sexuellement transmissibles, de violences liées au genre, de grossesses non désirées, d'absence ou retard de suivi de grossesse.

À ce titre, les populations rencontrées par les équipes de Médecins du Monde ont d'importants besoins non satisfaits en matière de droits et santé sexuels et reproductifs :

- Près de 90 % des femmes en âge de procréer n'utilisent aucune contraception
- 1 femme enceinte sur 3 a un retard de suivi de grossesse
- Plus de 70 % des personnes ne connaissent pas leur statut sérologique pour le VIH
- Plus de 80 % des femmes ne savent pas si elles ont réalisé ou n'ont jamais réalisé de dépistage du cancer du col de l'utérus (respectivement 23,2 % et 59,1 %)

En 2021, la pandémie de Covid-19 a continué d'affecter les populations rencontrées déjà très vulnérabilisées. Nos équipes sont restées mobilisées et les protocoles sanitaires ont été intégralement revus.

Enjeux

Médecins du Monde vise à améliorer l'accès à une prévention et une prise en charge de qualité en DSSR pour les populations vulnérabilisées et précarisées en France.

Plus spécifiquement, nos équipes interviennent afin de :

- **Renforcer l'accès à des services de prévention et de prise en charge de qualité en DSSR** à travers nos projets fixes et d'« aller-vers » ;
- **Renforcer les capacités des personnes à agir** sur leurs droits et santé sexuels et reproductifs ;
- **Contribuer aux politiques publiques locales, territoriales et nationales** afin d'intégrer les enjeux clés de DSSR des personnes vulnérabilisées et/ou précarisées.

Notre action

Selon les projets et les territoires, les équipes de Médecins du Monde mettent en œuvre différentes activités et services afin d'atteindre nos objectifs de renforcement de l'accès aux DSSR :

- **Des entretiens individuels de prévention en DSSR ;**
- **Une offre de dépistage** (tests rapides d'orientation diagnostic VIH, syphilis, hépatites B et C) selon les besoins des personnes et en partenariat avec les institutions publiques et les laboratoires de ville ;

- **Des actions collectives sur les DSSR** : ateliers de prévention, de mobilisation communautaire, groupes d'auto-support au cours desquels sont discutés et délivrés des messages de DSSR ;
- **La mise à disposition de matériels de prévention DSSR** (préservatifs, contraception, autotest, etc.) ;
- **L'orientation et/ou l'accompagnement des personnes vers les structures de droit commun**, pour un meilleur parcours de prise en charge en DSSR (ex : centres de planification et d'éducation familiale, de protection maternelle et infantile, etc.)
- **Facilitation de l'implication des personnes concernées dans leur prise en charge** *via* la médiation en santé, le recours à l'interprétariat, les techniques de *counseling* ;
- **Documentation de l'état de santé sexuelle et reproductive des personnes et des dysfonctionnements dans l'accès aux DSSR** ;
- **Plaidoyer en faveur des DSSR des personnes précarisées et vulnérabilisées.**



RÉDUCTION DES RISQUES

USAGE DE DROGUES

Malgré l'inscription de la réduction des risques dans la loi en 2004, Médecins du Monde continue de se heurter aux limites posées par le cadre légal (prohibition et pénalisation de l'usage). Cette répression freine considérablement l'impact des politiques de santé et renforce la stigmatisation des personnes qui consomment des drogues. Médecins du Monde plaide pour des politiques des drogues fondée sur les droits humains et la santé publique.

Notre action

Au dernier trimestre 2021, Médecins du Monde a décidé de s'engager à nouveau sur le terrain pour faire face à la situation de plus en plus dégradée des personnes qui consomment des drogues dans l'espace public du nord-est parisien. Tous les intervenants sur ce territoire font le constat d'une situation très critique avec une absence de soutien des pouvoirs publics et un manque de moyen criant. Des tensions avec les riverains se sont considérablement accrues avec la crise du Covid-19 et les différents confinements. La médiatisation de la situation a renforcé les prises de position politiques à des fins électoralistes, contribuant à un climat particulièrement hostile et nocif pour la santé de ces personnes très précarisées.

Enjeux

En parallèle de la définition d'une nouvelle intervention, Médecins du Monde a poursuivi son travail de plaidoyer auprès des acteurs politiques pour sortir d'une politique axée sur la répression. Un travail d'influence a été notamment réalisé dans le cadre d'une mission parlementaire sur les différents usages de cannabis qui appelle à une réforme de la politique en encadrant l'usage et ainsi qu'à la définition d'une proposition de loi pour lutter contre les trafics de drogues et renforcer les actions de prévention auprès des personnes usagères de drogues. Une avancée intéressante mais non suffisante, le débat se centrant sur la seule régulation du cannabis et mettant de côté la dépénalisation de l'usage des autres stupéfiants.

TRAVAIL DU SEXE

Médecins du Monde travaille avec d'autres associations pour que les politiques de santé prennent en compte les besoins spécifiques des travailleurs et travailleuses du sexe (TDS), dans une approche de réduction des risques. Nous militons contre la pénalisation du travail sexuel, et pour un soutien accru aux associations de santé communautaires qui sont les mieux à même de répondre aux besoins.

Notre action

Nos programmes à Paris, Rouen et Montpellier favorisent l'accès à la santé et aux droits des travailleuses et travailleurs du sexe au travers d'actions d'"aller-vers", d'accueil et d'accompagnement. Nous portons également un programme d'envergure nationale de lutte contre les violences qui leur sont faites dans leur activité.

Chiffres-clés

En 2021, 120 bénévoles se sont investis dans nos programmes, permettant – malgré l'épidémie de Covid-19 – plus de 14 300 contacts (rue et internet) et l'accompagnement de près de 1 300 personnes.

Enjeux

Face à la précarisation des TDS et à l'augmentation des violences observées sur le terrain, l'association plaide pour :

- La garantie d'un accès effectif aux droits et à la santé et le maintien de dispositifs de réduction des risques ;
- L'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de protection des victimes de violence ;
- L'implication des TdS dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de santé qui les concernent ;
- L'abrogation du parcours de sortie de prostitution tel que défini dans la loi du 13 avril 2016 pour promouvoir de véritables dispositifs permettant aux personnes qui le souhaitent de trouver une autre activité génératrice de revenus ;
- L'abrogation de la pénalisation des clients et la décriminalisation du travail du sexe.

ENFANCE VULNÉRABLE

En France, plus de 3 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté. 31 000 sont sans domicile et 9 000 environ vivent en bidonvilles. Parmi eux, de nombreux mineurs non accompagnés (MNA)² survivent dans des conditions de grande précarité.

La question de l'enfance vulnérable est un sujet majeur au sein des programmes de Médecins du Monde en France : 9 % des personnes reçues dans les Caso en 2021 sont mineurs – 2,2 % d'entre elles sont âgées de moins de 5 ans. 658 MNA ont été reçus dans le cadre des programmes dédiés et dans les Caso³. De même, une grande partie des personnes accompagnées par nos équipes et vivant en bidonville, à la rue ou en squat, sont des familles avec enfants.

ENFANTS ET ADOLESCENTS NON ACCOMPAGNÉS

Les MNA, parce qu'ils sont âgés de moins de 18 ans et qu'ils sont privés de la protection de leur famille, sont des enfants en danger qui doivent être protégés au titre de la protection de l'enfance, sans discrimination. Or leur accès effectif à une protection relève du parcours du combattant : leur minorité est constamment remise en cause, faisant primer une logique de suspicion sur celle de la protection. Nous constatons au quotidien que le système d'accueil, d'évaluation et de prise en charge des MNA est d'avantage source de souffrances, de ruptures et d'entraves aux droits que synonyme de répit et de protection.

Notre action

Nous rencontrons des enfants démunis, perdus, abîmés par leurs parcours de vie, leurs parcours migratoires, leurs conditions d'accueil en France.

Ils constituent un public fragilisé, surexposé à des risques sanitaires et aux troubles post-traumatiques, et leurs parcours de soins sont chaotiques, particulièrement lorsqu'ils restent en dehors des dispositifs de protection de l'enfance.

Nos équipes les accompagnent pour leur offrir une écoute bienveillante, un accès aux soins et une aide à la reconnaissance de leurs droits. L'association plaide pour la reconnaissance de leur statut d'enfants en danger et demande que soient prises toutes les mesures nécessaires pour les protéger, leur permettre d'accéder à la santé et à l'éducation, et leur assurer un avenir. En somme, que soient respectés les droits prescrits dans la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), que la France a signée et ratifiée.

Enjeux

Face à la multiplication des discours d'exclusion, visant trop souvent à considérer les MNA comme des migrants et non comme des enfants en danger à protéger, nous plaidons pour que soient respectés deux principes essentiels qui permettent de garantir, en toute circonstance, l'intérêt supérieur de ces enfants :

- Les MNA doivent toujours être présumés mineurs et en danger,
- À ce titre, ils doivent être pris en charge dans le cadre du droit commun de la protection de l'enfance, sans discrimination, avec tous les droits que cela implique et ce, jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive statue sur leur situation.

2. L'expression « mineur non accompagné » désigne un enfant (personne âgée de moins de 18 ans selon la Convention internationale des droits de l'enfant), qui n'a pas la nationalité française et qui n'est pas accompagnée de ses représentants légaux sur le territoire français.

3. Les mineurs non accompagnés sont pour la plupart des garçons âgés entre 16 et 17 ans, mais on rencontre de plus en plus de filles et de très jeunes mineurs non accompagnés. Les principaux pays d'origine sont ceux d'Afrique subsaharienne mais également l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, l'Érythrée, le Soudan, l'Angola, la Somalie, la Syrie, l'Irak et l'Europe de l'Est.

OUTRE-MER

LA RÉUNION

En 2020, Médecins du Monde avait lancé à la Réunion une mission exploratoire sur l'impact du mal-logement sur la santé. Les résultats ont fait ressortir que les personnes précarisées en situation de mal-logement et/ou isolées géographiquement ont un état de santé général dégradé par rapport à la population générale. Cela résulte d'un non-recours aux soins, intrinsèque à leurs conditions de vie et/ou à leurs lieux de vie.

Sur la base de ces résultats, l'équipe de Médecins du Monde à la Réunion a développé un projet en novembre 2021. L'objectif est d'encourager le recours aux soins et l'inscription dans le dispositif de droit commun des personnes isolées et mal logées, dans les territoires du sud et de l'ouest de la Réunion, en contribuant au développement d'approches de médiation en santé adaptées à la spécificité du territoire et aux besoins de ces publics. Ainsi, le projet vise à favoriser les interactions entre le secteur de la santé (calqué sur le modèle métropolitain) et la population réunionnaise riche de sa diversité, et à provoquer la rencontre entre ces deux milieux.

MAYOTTE

En 2021, dans un contexte de multiplication des arrêtés d'évacuation et de démolition à Mayotte, Médecins du Monde a poursuivi ses actions de plaidoyer en faveur de solutions de relogement adaptées et de la résorption de l'habitat insalubre. En décembre 2021, alors que le préfet de Mayotte s'apprêtait à mettre à exécution le douzième arrêté portant évacuation et démolition d'un quartier, les habitants – soutenus dans cette démarche par plusieurs associations dont Médecins du Monde – ont contesté cet arrêté devant le tribunal administratif de Mayotte. Le juge a ordonné la suspension de la mesure.

Les activités liées à la deuxième vague de Covid-19 se sont poursuivies, à travers des maraudes d'information et de sensibilisation, ainsi que des séances de vaccination, en lieu fixe et en mobile. Entre février et juillet 2021, 949 personnes ont ainsi été vaccinées.

GUYANE

En Guyane, l'année 2021 a été marquée par la crise continue de l'accueil des demandeurs d'asile et les tensions sociales autour des migrations.

Par ailleurs, en réponse à la poursuite de la crise sanitaire de Covid-19, Médecins du Monde a renforcé son projet de médiation en santé à travers des équipes mobiles sanitaires et des maraudes de prévention et d'information dans les quartiers d'habitats informels, tout en l'adaptant au contexte sanitaire.

L'année 2021 a également été consacrée à la reprise du projet Pass de ville, dont la mise en œuvre a été repoussée en raison de la crise sanitaire, mais aussi de la réforme de l'AME. Médecins du Monde a travaillé à la phase de préparation afin de permettre un démarrage opérationnel effectif et les premières inclusions début 2022.

ANNUAIRE DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

ALSACE

24 rue du Maréchal Foch, 67000 STRASBOURG
T : 03 88 14 01 00
alsace@medecinsdumonde.net

AQUITAINE

2 rue Charlevoix de Villers, 33300 BORDEAUX
T : 05 56 79 13 82
aquitaine@medecinsdumonde.net

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

11/15 boulevard Vivier Merle, 69003 LYON
T : 04 72 92 49 25
rhone-alpes@medecinsdumonde.net

CORSE

Chez le Secours Catholique
6 boulevard Danielle Casanova, 20000 AJACCIO
T : 04 95 51 28 93 / 06 61 37 83 75
caso.ajaccio@medecinsdumonde.net

GUYANE

32 rue Vermont Polycarpe, 97300 CAYENNE
T : 05 94 28 36 77
mf.cayenne@medecinsdumonde.net

HAUTS-DE-FRANCE

129 boulevard Montebello, 59000 LILLE
T : 09 83 85 54 78
hauts-de-france@medecinsdumonde.net

ÎLE-DE-FRANCE

15 boulevard de Picpus, 75012 PARIS
T : 01 43 14 81 99
ile-de-france@medecinsdumonde.net

LANGUEDOC-ROUSSILLON

18 rue Henri Dunant, 34090 MONTPELLIER
T : 04 99 23 27 17
languedoc-roussillon@medecinsdumonde.net

LORRAINE

13 B rue de la Ravinelle, 54000 NANCY
T : 06 65 34 51 98
lorraine@medecinsdumonde.net

MIDI-PYRÉNÉES

5 boulevard de Bonrepos, 31000 TOULOUSE
T : 05 61 63 78 78
delegation-midi-pyrenees@medecinsdumonde.net

NORMANDIE

5 rue d'Elbeuf, 76100 ROUEN
T : 02 35 72 56 66
normandie@medecinsdumonde.net

OCÉAN INDIEN

22 rue Saint-Louis, 97460 SAINT-PAUL
T : 02 62 21 71 66
ocean-indien@medecinsdumonde.net

PACA

129, avenue de Toulon, 13005 MARSEILLE
T : 04 95 04 56 03
delegationpaca@medecinsdumonde.net

PAYS DE LA LOIRE

33 rue Fouré, 44000 NANTES
T : 02 40 47 36 99
pays-de-la-loire@medecinsdumonde.net

POITOU-CHARENTES

169 rue Saint-Roch, 16000 ANGOULÊME
T : 09 51 13 57 16
poitou-charentes@medecinsdumonde.net



En 2021, le réseau international de Médecins du Monde s'est agrandi et accueille Médecins du Monde Italie. Il est aujourd'hui composé de 17 associations⁴.

Médecins du Monde Italie est créé initialement en 1993 et mène alors des projets à Milan et en Équateur, jusqu'en 2004. En 2015, en parallèle du lancement de nouvelles activités par MdM-France et MdM-Espagne dans le sud de l'Italie puis à Rome auprès des personnes migrantes, une nouvelle dynamique se met en place dans le but de relancer MdM-Italie.

Des militants bénévoles italiens se mobilisent et un conseil d'administration renouvelé se met en place fin 2020. En 2021, MdM-Italie est de nouveau opérationnel et présente sa candidature au réseau. C'est à l'unanimité que les membres ont voté l'adhésion de MdM-Italie !

PLUS DE COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE POUR PLUS D'IMPACT

MdM-France renforce ses liens opérationnels avec d'autres membres du réseau international Médecins du Monde.

MdM-Espagne et MdM-France mettent en commun leur expertise et leurs moyens pour relever le défi d'une intervention en Afghanistan. Suite à la prise de pouvoir des talibans en août 2021 et l'application du régime de sanctions internationales sur le pays, les besoins humanitaires ont augmenté de façon exponentielle, menaçant la vie de centaines de milliers de personnes. Face à cette situation, une mission contact a été menée conjointement par MdM-Espagne et MdM-France pour évaluer la faisabilité d'une intervention. Les résultats positifs de cette mission permettent d'envisager un démarrage des actions en 2022.

4. Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

Pour mieux répondre aux besoins en santé mentale en Palestine, MdM-Suisse, MdM-Espagne et MdM-France mènent un projet ambitieux. Ce projet commun couvre toute la Cisjordanie et permet une réaction rapide après les attaques des colons et de l'armée israélienne. Les équipes MdM proposent les premiers secours psychologiques aux Palestiniens victimes de ces violences. Les trois associations MdM dénoncent également les violences et les conséquences de l'occupation sur les Palestiniens, et défendent leur accès à la santé. Lors de la journée internationale de la santé mentale, cinq vidéos ont été diffusées pour témoigner de la situation.

Ce projet permet enfin de partager nos expertises et d'harmoniser nos approches, d'accéder aux financements des bailleurs de fonds et de mutualiser certaines ressources et donc de réduire nos coûts.

UNE ACTIVITÉ DE PLAIDOYER SUR PLUSIEURS FRONTS

Le réseau international Médecins du Monde a trois priorités de plaidoyer : la couverture santé universelle, le changement climatique et la santé, l'accès aux médicaments et à la vaccination contre le Covid-19.

Accès aux soins en Europe

Dans son rapport de l'Observatoire 2021, le réseau Médecins du Monde décrit la situation de celles et ceux que l'on ne voit pas, que l'on n'écoute et que l'on ne soigne pas. La pandémie de Covid-19 jette une lumière crue sur les inégalités dans l'accès aux soins et les obstacles au droit à la santé pour toutes et tous en Europe. Les barrières linguistiques et financières, le manque d'information demeurent une triste réalité, privant de soins des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes et les abandonnant souvent à une grande détresse psychologique.

RÉSEAU INTERNATIONAL

Si les systèmes de santé sont différents d'un pays à l'autre, les entretiens menés dans sept pays montrent toutefois que les facteurs d'exclusion se ressemblent. Ce rapport montre ainsi que le mépris pour les droits humains universels – quand "tout le monde" ne veut plus dire "tout le monde" indépendamment du statut juridique, du pays d'origine, ou de l'origine sociale – a des effets extrêmement graves sur la santé de celles et ceux qui sont le plus dans le besoin.

Le rapport donne ainsi des informations précieuses sur des populations qui sont aujourd'hui soignées par les équipes de Médecins du Monde et trop absentes des données sanitaires officielles des sept pays concernés. Il propose également des actions concrètes pour atteindre la couverture santé universelle en Europe.

Intégration de la santé publique dans la lutte contre le dérèglement climatique

Parce que la crise climatique est aussi une crise sanitaire, le réseau international Médecins du Monde a participé à la COP26 en novembre à Glasgow. Trois personnes y ont été mandatées par Médecins du Monde pour présenter le positionnement commun du réseau sur les enjeux climatiques. À savoir qu'il est urgent d'intégrer une perspective de santé publique dans toutes les actions environnementales et de promouvoir activement la création de systèmes de soins de santé résilients si l'on veut répondre aux besoins globaux des populations.

Le réseau Médecins du Monde joint également sa voix aux professionnels de santé du monde entier représentés par 600 organisations pour adresser aux délégations des différents gouvernements leur lettre de « prescription » pour un climat en « bonne santé » (Healthy Climate Prescription letter). Cette lettre sera approuvée par la Global Climate and Health Alliance (Réseau mondial pour le climat et la santé).

Enfin, MdM-Espagne expose au pavillon de l'Organisation mondiale pour la santé les réalisations de l'association pour réduire son empreinte carbone.

Pour un accès plus équitable aux vaccins contre le Covid-19

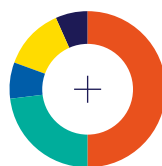
En amont de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce, initialement prévue du 30 novembre au 3 décembre à Genève, le réseau Médecins du Monde a demandé aux gouvernements membres d'assurer des dons plus conséquents et rapides au mécanisme Covax de redistribution des vaccins pour les pays qui ne peuvent pas les acheter.

Médecins du Monde appelle également ces mêmes gouvernements à cesser de bloquer la dérogation Trips qui permettrait une production mondiale plus rapide et moins chère de vaccins, et à faciliter le partage des connaissances et de technologie dans la lutte contre le Covid-19. C'est dans ce cadre que le réseau Médecins du Monde a participé à la manifestation citoyenne pour exiger que les patients passent avant les profits.

CHIFFRES-CLÉS

Au total, le réseau international de Médecins du Monde est présent dans **74** pays à travers **417** programmes.

213 programmes internationaux dans 57 pays :



Afrique
107 programmes
dans **26** pays

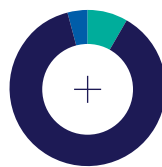
Amériques
49 programmes
dans **11** pays

Asie
16 programmes
dans **8** pays

Moyen-Orient
27 programmes
dans **5** pays

Europe
14 programmes
dans **7** pays

204 programmes nationaux dans les 17 pays du réseau :



Amériques
17 programmes
dans **3** pays

Europe
179 programmes
dans **12** pays

Asie
8 programmes
dans **2** pays

LES ASSOCIATIONS

MÉDECINS DU MONDE ALLEMAGNE

www.aerztederwelt.org

Président : **Dr Peter Schwick**

MÉDECINS DU MONDE ARGENTINE

www.mdm.org.ar

Président : **Dr Damian Verzenassi**

MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE

www.medecinsdumonde.be

Présidente : **Dr Claire Bourgeois**

MÉDECINS DU MONDE CANADA

www.medecinsdumonde.ca

Président : **Dr David-Martin Milot**

MÉDECINS DU MONDE ESPAGNE

www.medicosdelmundo.org

Présidente : **Dr Nieves Turienzo Rio**

MÉDECINS DU MONDE ÉTATS-UNIS

www.doctorsoftheworld.org

Président : **Pr Ron Waldman**

MÉDECINS DU MONDE FRANCE

www.medecinsdumonde.org

Présidente : **Dr Carine Rolland**

MÉDECINS DU MONDE GRÈCE

www.mdmgreece.gr

Présidente : **Dr Hara Tziouvara**

MÉDECINS DU MONDE ITALIE

<https://medicidelmondo.it>

Présidente : **Veronica Forin**

MÉDECINS DU MONDE JAPON

www.mdm.or.jp

Président : **M. Gaël Austin**

MÉDECINS DU MONDE LUXEMBOURG

www.medecinsdumonde.lu

Président : **Dr Bernard Thill**

MÉDECINS DU MONDE PAYS-BAS

www.doktersvandewereld.org

Président : **Dr Hendrik Verschuur**

MÉDECINS DU MONDE PORTUGAL

www.medicosdomundo.pt

Président : **Dr Abílio Antunes**

MÉDECINS DU MONDE ROYAUME-UNI

www.doctorsoftheworld.org.uk

Président : **Dr James Elston**

MÉDECINS DU MONDE SUÈDE

www.lakareivarlden.org

Président : **Dr Thomas Aven**

MÉDECINS DU MONDE SUISSE

www.medecinsdumonde.ch

Président : **Dr Dominik Schmid**

MÉDECINS DU MONDE TURQUIE

www.dunyadoktorlari.org.tr

Président : **M. Hakan Bilgin**





RUSSIE

UKRAINE

CROATIE

BOSNIE

BULGARIE

GRÈCE

LIBAN

PALESTINE

ÉGYPTÉ

SYRIE

IRAQ

ARMÉNIE

TURQUIE

GÉORGIE

YÉMEN

ÉTHIOPIE

SOU DAN DU SUD

NIGER

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

TANZANIE

MADAGASCAR

MOZAMBIQUE

ZIMBABWE

AFRIQUE DU SUD

PAKISTAN

BANGLADESH

NÉPAL

MYANMAR

LAOS

CAMBODGE

MALAISIE

PHILIPPINES

JAPON

**OCÉAN
PACIFIQUE**

**OCÉAN
INDIEN**

Médecins du Monde s'engage sur des principes de gestion financière.

RIGUEUR DE GESTION ET TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Médecins du Monde est agréé par le Comité de la charte – Don en confiance et s'attache tout particulièrement à respecter les principes de ce comité dont la rigueur de gestion et la transparence financière.

CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERNES

Médecins du Monde est soumis au contrôle de la Cour des comptes et les comptes de l'association sont certifiés par le commissaire aux comptes (cabinet Mazars depuis 2020).

Des audits approfondis sont menés par les bailleurs de fonds publics français (notamment l'Agence française de développement), européens (DG Echo - agence humanitaire de la Commission européenne, par exemple) ou internationaux (comme les Nations unies).

LE COMITÉ DES DONATEURS

Médecins du Monde s'appuie sur un comité des donateurs indépendant qui analyse et interroge régulièrement le travail de l'association.

LE COMITÉ D'AUDIT

Afin d'améliorer l'efficacité de l'organisation, un comité d'audit et un service audit ont été créés en 2019. Le comité réunit des membres du conseil d'administration et deux personnalités qualifiées extérieures, parmi lesquelles la présidente. Il facilite la prise de décision du conseil d'administration et a pour mission de donner son avis sur la qualité de l'information financière de l'association, la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne.

LE PÉRIMÈTRE FINANCIER

Le périmètre financier de Médecins du Monde France comprend également les flux financiers avec certaines associations du réseau international de Médecins du Monde : MdM-Allemagne, MdM-Belgique, MdM-Canada, MdM-Espagne, MdM-États-Unis, MdM-Italie, MdM-Japon, MdM-Pays-Bas, MdM-Royaume-Uni, MdM-Suède et MdM-Turquie.

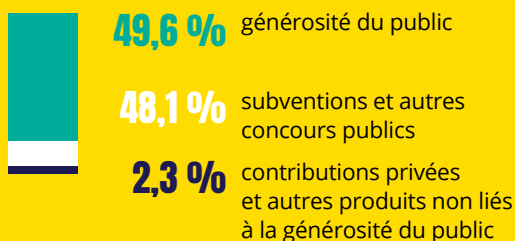
Le rapport financier détaillé de l'association est accessible sur le site internet : medecinsdumonde.org

DÉPENSES/RESSOURCES MÉDECINS DU MONDE FRANCE

Dépenses *



Ressources *



* Hors variations de provisions et fonds dédiés

FINANCEMENT



Les liens avec les institutions internationales sont indispensables pour les ONG actives dans le domaine humanitaire. Ces institutions sont à la fois des bailleurs importants et des instances politiques de premier plan. Médecins du Monde développe des partenariats avec certaines institutions lui permettant d'influencer les politiques internationales. L'association participe par ailleurs à différents collectifs d'ONG facilitant l'accès aux instances de décision internationales afin de développer un plaidoyer au nom de ces ONG.

L'UNION EUROPÉENNE

Parmi les différents organes de l'Union européenne, les deux principales institutions de solidarité de la Commission européenne sont Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) et la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA).

En 2020, Médecins du Monde a également obtenu un financement de la DG NEAR (Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement) pour son projet en Égypte.

- Le mandat de la DG ECHO consiste à porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'UE. La DG ECHO intervient à travers près de 200 partenaires (ONG européennes, réseau Croix-Rouge, agences spécialisées des Nations unies). En 2022, la DG ECHO dispose d'un budget initial de 1,52 milliards d'euros).
- La mission de la DG INTPA est de mettre en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne, un des principaux contributeurs en matière d'aide publique au développement.

Depuis sa création il y a vingt-cinq ans, le réseau MdM est un acteur majeur du collectif VOICE (Voluntary Organisations in Cooperation in

Emergencies), basé à Bruxelles, interface entre les ONG européennes humanitaires et les institutions de l'UE (Commission européenne/ DG ECHO, Parlement européen, États membres). VOICE regroupe plus de 80 ONG européennes dont les plus importantes en taille et en influence. MdM France, au nom du réseau MdM, est actif dans différents groupes de travail de VOICE comme le « Humanitarian Partnership Watch Group ».

- Médecins du Monde intervient auprès de la DG INTPA par l'intermédiaire de CONCORD (European confederation of relief and development NGOs.) *via* le collectif français des ONG Coordination Sud, qui assure un lobbying auprès des institutions de l'Union et participe à l'élaboration de positions communes sur la politique de développement européenne et les grands enjeux des relations Nord-Sud.

LES NATIONS UNIES

- Le Conseil économique et social (Ecosoc) est l'organe principal de coordination des activités économiques et sociales de l'ONU et de ses organismes et institutions spécialisés. Le réseau international de MdM dispose du statut consultatif de rang 1 lui permettant de mener des actions de lobbying, notamment auprès de la Commission des droits de l'Homme. Il a le statut d'observateur dans cet organe subsidiaire de l'Ecosoc.
- Le réseau international de MdM assure une représentation au sein du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).
- Depuis début 2018, MdM a été admise en tant que partenaire officiel de l'OMS et nous sommes membres actifs du groupe de référence de la société civile travaillant sur les recommandations de l'OMS concernant les hépatites virales.
- MdM est membre du International Council of Voluntary Agencies (ICVA), réseau d'ONG qui concentre ses efforts sur les questions humanitaires, basé à Genève. ICVA regroupe plus de

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

140 ONG internationales travaillant dans 160 pays. Ce réseau a pour mission de promouvoir et de plaider pour une action humanitaire plus efficace et plus éthique. Il intervient auprès des instances onusiennes, en abordant différents dossiers thématiques tels que l'articulation entre humanitaires et militaires ou la protection des civils dans les conflits armés, ainsi que l'augmentation des fonds alloués aux ONG, internationales et nationales.

LE FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial (Global Fund) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est une institution financière internationale multilatérale créée en 2002 qui alloue des subventions pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis 2002, le Fonds mondial a investi plus de 50 milliards de dollars US et sauvé 44 millions de vies. Dans l'ensemble, dans les pays où le Fonds mondial investit, le nombre annuel de décès liés au sida, à la tuberculose et au paludisme a diminué de moitié depuis le pic des épidémies.

À noter que MdM bénéficie également de subventions de l'Initiative (géré par Expertise France), soutien supplémentaire de la France au Fonds mondial.

L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) fait partie du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission est de participer financièrement à des projets de développement. Depuis 2009, l'AFD a le mandat de financer les ONG françaises par le biais de la Division du partenariat avec les ONG (DPA-OSC), qui pilote le partenariat avec les ONG et assure le suivi des initiatives portées par celles-ci. En tant que membre de Coordination SUD, MdM participe aux différentes discussions entre les ONG françaises et l'AFD, tant sur la stratégie de l'AFD que sur ses modalités de financement.

En dehors de la CPP (Convention de Partenariat Pluriannuel, voir encadré ci-contre), MdM a bénéficié en 2021 de financements de l'AFD à Madagascar (projet Covid) et au Liban pour un consortium dont MdM est chef de file.

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN

Le Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international gère les crédits publics français destinés aux actions humanitaires d'urgence (Fonds humanitaire d'urgence : FUH, Fonds de stabilisation). Il dispose d'un budget de près de 170 millions d'euro en 2022. En dehors des financements, MdM est en lien stratégique et institutionnel avec le CDCS au travers de la commission humanitaire de Coordination Sud.

COOPÉRATIONS BILATÉRALES

En dehors des fonds publics français, Médecins du Monde bénéficie du soutien de coopérations bilatérales. Grâce à la participation active de son réseau, MdM est un partenaire du ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO) et le ministère de la Coopération- BMZ (via MdM-Allemagne depuis Munich, de la DGD (via MdM-Belgique depuis Bruxelles), des Affaires mondiale-Canada (via MdM Canada depuis Montréal) et de USAID/BHA (via MdM-États-Unis depuis New York). Par ailleurs, MdM est régulièrement soutenu par la DDC (Direction développement et de la coopération) suisse ainsi que par le gouvernement des Pays-Bas en Algérie et de Monaco à Madagascar.

LA CONVENTION DE PARTENARIAT PLURIANNUEL ENTRE L'AFD ET MÉDECINS DU MONDE

L'Agence française de développement (AFD) a soutenu Médecins du Monde dès 2010 à travers un outil de financement appelé « Convention Programme » centré sur les thématiques prioritaires que sont la santé sexuelle et reproductive, déclinée en « grossesses non désirées » en 2017, et réduction des risques, déclinée en « accès aux traitements de l'hépatite C » en 2016.

Depuis 2018, MdM a signé avec la Division du partenariat (initiatives OSC) avec les ONG une convention de partenariat pluriannuel, nouvel instrument de 4 ans (2018-2021), qui a été proposé initialement à quatre ONG françaises. Cette CPP d'un montant de 8,8 millions d'euros permet de cofinancer une dizaine de projets au cours de deux phases de deux ans, tout en développant des activités transversales pour développer les connaissances, le plaidoyer et la notoriété sur les thématiques sélectionnées.

Ce projet a pour but d'améliorer l'accès à la santé et aux droits des populations clés ainsi que la prévention du cancer du col de l'utérus en alliant réponse de santé publique et approche communautaire fondée sur les droits humains. Pour cela, l'enjeu est d'une part d'améliorer la santé des consommateurs de drogues par la diffusion de programmes modèles et de promouvoir leur mise à l'échelle, de renforcer l'accès aux droits et aux soins des travailleurs du sexe et d'autre part de réduire la morbidité et la mortalité dues au cancer du col de l'utérus. À travers cela, MdM entend renforcer les systèmes de soins et leurs accès dans les zones d'intervention du programme ainsi que le renforcement des capacités d'agir des titulaires de droits.

Une deuxième phase de cette CPP est en instruction pour la période 2022-2025.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale élit pour trois ans les membres du conseil d'administration (CA), au nombre de douze, auxquels s'ajoutent trois suppléants. Le CA élit en son sein, pour un an, le président et le bureau de l'association : le vice-président, le trésorier et le secrétaire général. Le CA, organe exécutif de l'association, se réunit mensuellement et prend toutes les décisions d'orientation de l'association.

À l'issue de l'assemblée générale du 19 juin 2021, l'association a élu son conseil d'administration :

Présidente

Docteur Carine Rolland, médecin généraliste

Vice-présidente

Sophie Alary, directrice de programmes - Association Aurore

Secrétaire général

Robert Bianco-Levrin, acteur social

Trésorier

Mustapha Benslimane, directeur d'établissement médico-social

Sont membres du conseil d'administration :

Marie Bécue, Consultante genre et climat

Docteur Paul Bolo, médecin généraliste

Alexandre Kamarotos, directeur de l'association Défense des Enfants International

Professeur Antoine Lazarus, médecin, professeur honoraire de santé publique et médecine sociale

Thierry Malvezin, éducateur spécialisé

Docteur Marie-Dominique Pauti, médecin néphrologue

Docteur Marc Tyrant, médecin hospitalier

Elsa Vidal, consultante en action humanitaire et évaluation de programmes, assesseure à la cour nationale du droit d'asile

Sont membres suppléants au conseil d'administration :

Géraldine Brun, consultante internationale en santé publique et évaluation

Bernard Juan, entrepreneur

Guillaume Pegon, docteur en sociologie et en anthropologie, psychologue clinicien

DIRECTION DE MÉDECINS DU MONDE

Directeur général : **Joël Weiler**

Directrice des opérations internationales :

Helena Ranchal

Directeur des opérations France :

Yannick Le Bihan

Directrice financière : **Jennie Saint-Sulpice**

Directrice Achats, Logistique, Informatique :

Alice Tessier

Directrice des ressources humaines :

Fanny Martin-Born

Directeur de la communication

et du développement : **Jean-Baptiste Matray**

Directrice santé et plaidoyer : **Sandrine Simon**

ORGANISATION



NOS PARTENAIRES PRIVÉS

Les fondations et entreprises

1000mercis, Air France, Alsid, American Express Japon, American Jewish World Service, Groupe Apicil, Arkea, Asinitas, Association Ouest-France Solidarité, Axa Banque, Barchèn, Barreau Solidarité Paris, BPE, Caisse d'Épargne Ile-de-France, CIC, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Église Valdese, Elton John AIDS Foundation, Epsa, Fondation Abbé Pierre, Fondation d'entreprise Caisse d'Épargne Rhône-Alpes, Fondation Christiane et Francis Labbe, Fondation du Crédit Agricole Solidarité et Développement, Fondation d'entreprise BNP, Fondation d'entreprise du groupe Macif, Fondation d'entreprise Optic 2000-Lissac-Audio 2000, Fondation d'entreprise L'Oréal, Fondation d'entreprise Nehs Dominique Bénéteau, Fondation JM. Bruneau, Fondation Seligmann, Fondation Sternstunden, Fonds Aubrac géré par la Fondation Roi Baudouin, Fonds de dotation Les Petites Pierres, Fonds Erié, Fonds Inkermann, Fortunéo, Groupe Arkéa, Groupe Raja, Harmonie Mutuelle, Ivoire-Voeux solidaires.com, Kolmi Hopen, La Chaîne de l'Espoir, Fondation Léa Nature, Lilo, Music 4 heroes, M Comme Mutuelle, Open Society Foundation, Queen Mary University of London, Singular, SMH, the David and Lucile Packard Foundation, the ELMA relief foundation, The Tolkien Trust, UK Online Foundation. Mais aussi Bimpli, canB, Circle Sportswear, Éthi'kdo, Ivoire, Lydia, PayPal, Run for Planet et Wedoogift.

NOS PARTENAIRES PUBLICS

Organismes multilatéraux

Union européenne (DG Echo, DG International Partnership, DG NEAR), agences des Nations unies (FNUAP, HCR, UNICEF, OCHA, PAM, OMS, ONUDC), Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund), START Fund.

Organismes bilatéraux

- **En Europe** : ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO), ministère du Développement allemand (BMZ), l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), Coopération monégasque (DCI), Coopération suisse (SDC), Coopération belge (DGD), région Wallonie-Bruxelles, Coopération néerlandaise.
- **En France** : Agence française de développement (AFD), Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères (CDCS), Ambassades de France, Expertise France/L'Initiative.
- **Autres** : Coopération américaine (USAID, BHA), Coopération canadienne (GAC)/ Ambassade du Canada, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du gouvernement du Québec.
- **Collectivités françaises** : conseil régional Île-de-France, région Rhône-Alpes, Safer de l'Île-de-France, conseil général de la Réunion, conseil général du Val-d'Oise, conseil général de Haute-Garonne, conseil régional d'Alsace, conseil régional Paca, conseil régional Nord-Pas-de-Calais, les communautés d'agglomération du bassin d'Aurillac et du Grand Angoulême.
- **Les mairies** : Aiguefonde, Ajaccio, Angoulême, Artiguelouve, Aubervilliers, Bazelat, Cayenne, Bersaasheim, Bischoffsheim, Bordeaux, Bullecourt, Buzelat, Cagny, Castelnau-de-Mandailles, Charny, Claye-Souilly, Descartes, Douai, Erstein, Espinasse, Fessenheim, Gan, Grenoble, Guitrancourt, Haillan, Jarnac, Jurançon, Keskatel, La Celle-sur-Nièvre, Lacq, Lens, Lescar, Lespinasse, Lyon, Marseille, Maxeville, Mazamet, Metz, Millau, Montaigu, Montpellier, Morlaas, Moulins, Nancy, Nantes, Neure, Nice, Obersaasheim, Paris, Pau, Poitiers, Réhon, Rouen, Saint-George-de-Luzençon, Saint-Laurent-des-Vignes, Soyaux, Strasbourg, Toulouse, Uzein, Val de Virvée, Villers, Villeurbanne.

De nos missions france

Agences régionales de santé (ARS), conseils départementaux, conseils régionaux, mairies, Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), caisses d'allocations familiales (CAF), caisses maladie régionales (CMR), caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), centres communaux d'action sociale (CCAS), Centres de lutte antituberculeuse

NOUS REMERCIONS

(CLAT), Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGiDD), Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), direction générale de la santé (DGS), direction générale de la cohésion sociale (DGCS), directions régionales de la jeunesse et de la cohésion sociale (DRJCS), directions départementales de la cohésion sociale (DDCS), Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Permanences d'accès aux soins de santé (Pass), Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (Dases), Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), unions régionales des caisses d'assurance maladie (Urcam), centres hospitaliers, caisse générale de sécurité sociale de la Guyane (CGSS), la Mutualité sociale agricole (MSA), Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), Centre de détention et maison d'arrêt de Nantes, Santé Publique France (SpF), Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès au Logement (DIHAL)

NOS PARTENAIRES ASSOCIATIFS

Act up-Paris, Aides/Coalition Plus, Aide et Action, Amnesty International, Association Nationale d'Assistance aux Frontières des Etrangers (ANAFE), APLEAT, Association d'autosupport et de réduction des risques des usagers de drogues (Asud), Association Guyanaise de réduction des risques, Aurore, Association Douarnevez, ADDSEA, Collectif d'information et de recherche cannabique (CIRC), Daleth research - Drug policy Analysis, Evaluation & THinking, Sida Paroles, Gaïa Paris, ATD Quart-Monde, Bus 31/32, Cabiria, Centre Primo Levi, CARE, Comité de Lutte Contre l'Exclusion (CLE), Emmaüs Solidarité, Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA), Collectif des Associations Unies pour une nouvelle politique du logement (CAU), Collectif Orange Bleue, Cimade, collectif Romeurope, collectif Migrants Outre-Mer (MOM), collectif Alerte, Comede, Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA), Coordination Sud, Crisis Action, Droit au logement (DAL), Emmaüs, For Alternative Approches to Addiction Think and do tank (FAAAT), Fédération Association Laïque Éducation Permanente Ajaccio (FALEPA), Fondation Abbé Pierre (FAP), Fédération Addiction (FA), Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL), Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), Fédération parapluie rouge, Générations Féministes, Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (Gisti), Groupe de recherche et d'études cliniques sur les cannabinoïdes, Ithaque, Keep smiling, Korzeam, Médecins Sans

Frontière France, Ordre de Malte, les Amis du bus des femmes, les Restos du cœur, Les Roses d'Acier, Association PALOMA, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers (ODSE), Observatoire international des prisons (OIP), Oppelia, Pause Diabolo, Pathfinder international, IPAS, Association Penelope, Pharmacie humanitaire internationale (PHI), Plateforme contre la traite des êtres humains, Plateforme de Service aux Migrants (PSM), Police Contre la Prohibition, Principes Actifs, Sauvegarde 71, Secours Catholique, Solidarité Sida, Sidaction, SOS Addictions, Groupe SOS, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, Syndicat du TRAvail Sexuel (Strass), Techno Plus, Transat, UNIOPSS, Acceptess-T, ARCAT, le Collectif des Femmes de Strasbourg Saint Denis, Association SAFE, Center for Reproductive Rights, Gutmacher Institute, International Network of People who Use Drugs (INPUD), Harm Reduction International (HRI), International Drug Policy Consortium (IDPC), Secteur VIH/Sida de l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime, Autres Regards, Grisélidis, Equipop, le Mouvement français pour le planning familial, Tous Migrants, le Refuge Solidaire, Utopia 56, Keshu Niya, ainsi que de nombreux partenaires régionaux et locaux dans nos pays d'intervention.

NOS PARTENAIRES EUROPÉENS

Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Patient Forum (EPF), European Anti-Poverty Network (EAPN), Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTS), European AIDS Treatment Group (EATG), Association européenne des Droits de l'Homme (AEDH), European Network against Racism (ENAR), European Network of People Who Use Drugs (EuroNPUD), European Public Health Association (EUPHA), Global Health Advocates (GHA), Confédération des organisations familiales de l'Union européenne (COFACE), International Lesbian Gay Association (ILGA), European Policy Center (EPC), Health Action International (HAI), Social Platform, Eurochild, EPIM / NEF, Women Political Leaders (WPL) global forum et Migreurop.

TOUS NOS AUTRES PARTENAIRES AINSI QUE CEUX QUI NOUS ONT SOUTENUS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN LEGS OU D'UNE ASSURANCE-VIE DANS NOS ACTIONS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER AU COURS DE L'ANNÉE 2021, SANS OUBLIER NOS DONATEURS PARTICULIERS.

COORDINATION DU PROJET

Thomas Flamerion

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Pauline De Smet

GRAPHISME

CommeQuoi ?

PRODUCTION

Estimprim

Imprimé sur papier 100 % recyclé certifié FSC

LES PHOTOGRAPHES

Couverture © Andrew Quilty - Agence VU'

Olivier Papegnies (p. 4, 27, 33, 41, 58)

Nicolas Danicourt (p. 5)

Sébastien Duijndam (p. 11, 39, 65, 69)

Sophie Garcia (p. 17)

Guillaume Pinon (p. 23)

Charly Kodjo (p. 29)

Lâm Duc Hiên (p. 37)

Thomas Flamerion (p. 43)

Anaïs Oudart (p. 49, 53)

MÉDECINS DU MONDE

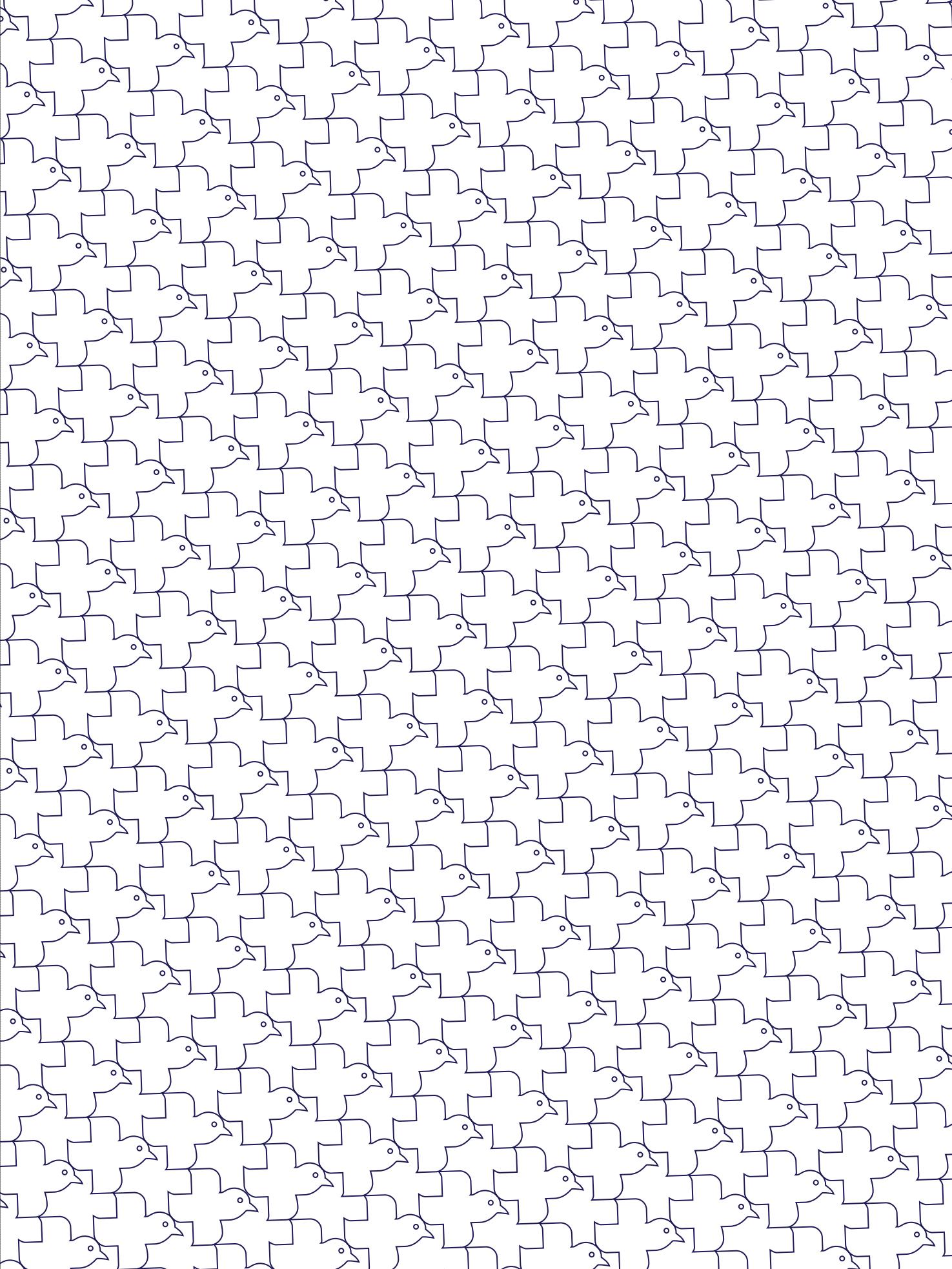
84 avenue du Président Wilson

93210 Saint-Denis

Tél. 01 44 92 15 15

medecinsdumonde.org

 **MdM_France**





medecinsdumonde.org



**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**